

Instantanés mars 2007

Monde 
 

 

 

 

22

mars 2007 Journée mondiale de l'eau -
Faire face à la pénurie

La Journée mondiale de l'eau, célébrée le 22 mars de chaque année, a pour thème en 2007 "Faire face à la pénurie d'eau". Le thème de cette année fait ressortir l'importance croissante de la pénurie d'eau dans le monde et la nécessité de renforcer l'intégration et la coopération afin d'assurer une gestion durable, efficace et équitable de ressources hydriques rares, que ce soit localement ou à l'échelle internationale. Lorsqu'on s'occupe des ressources hydriques limitées, il est indispensable de prendre en compte les considérations d'équité et de droits et les éléments d'ordre culturel et  thique. Qu'il s'agisse des déséquilibres entre les disponibilités et la demande, de la dégradation de la qualité des eaux souterraines et des eaux de surface, de la concurrence intersectorielle, des différends interrégionaux et internationaux, la question centrale est de savoir comment faire face à la pénurie d'eau. Le thème a été choisi par tous les membres d'ONU-Eau à la Semaine mondiale de l'eau, qui s'est tenue à Stockholm en août 2006. La FAO assure, pour la célébration de la Journée mondiale de l'eau 2007, la coordination pour l'ensemble des institutions et programmes des Nations unies qui sont membres d'ONU-Eau. Elle est aid e en cela par le Secrétariat d'ONU-Eau, qui est installé au Département des affaires économiques et

sociales des Nations unies Ã New York.

JournÃ©e
mondiale de l'eau
- ONU-Eau

Ã

Ã

INITIATIVES

Une traversÃ©e du Sahara en courant pour dÃ©fendre
l'accÃ©s Ã l'eau

Trois hommes originaires du Canada, de Taiwan et des Ãtats-Unis ont parcouru en courant 7 500 km dans le dÃ©sert du Sahara pour attirer l'attention sur le manque d'eau potable dans de nombreux pays qu'ils ont traversÃ©s. Ils ont reliÃ© Saint-Louis, au SÃ©nÃ©gal, aux cÃ´tes Ãgyptiennes de la mer Rouge en 111 jours, un trajet effectuÃ© Ã 98 % en courant. Ils n'ont marchÃ© que quand ils Ã©taient malades ou que le relief Ã©tait trop difficile. Charlie Engle, amÃ©ricain, Ray Zahab, canadien, et Kevin Lin, taiwanais, sont arrivÃ©s le 20 fÃ©vrier dans la station balnÃ©aire Ãgyptienne d'Ãn Soukhna. AprÃ©s avoir quittÃ© la faÃ§ade atlantique de l'Afrique le 2 novembre dernier, ils ont traversÃ© le SÃ©nÃ©gal, la Mauritanie, le Mali, le Niger, la Libye et l'Ãgypte. Deux vÃ©hicules tout-terrain chargÃ©s de carburant et d'eau les ont suivis mais sans tricherie aucune : "Nous n'avons Ã aucun moment utilisÃ© un vÃ©hicule ou avancÃ© sur une monture", a tenu Ã prÃ©ciser Charlie Engle. Au Mali, ils n'ont pas pu trouver d'eau potable sur leur trajet pendant deux semaines entiÃ¨res et l'un des vÃ©hicules qui les suivaient a dÃ© allÃ© en chercher. Les trois hommes Ã©taient soutenus dans leur dÃ©marche par ONE, un programme amÃ©ricain de lutte contre la pauvretÃ© et le sida, mais ils n'avaient pas pour but de collecter des fonds. Information Reuters - 21-02-2007

Ã

France : le Prix 2006 de la SolidaritÃ© internationale
dÃ©cernÃ© Ã l'ONG cambodgienne DEEP et Ã
l'association 1001 Fontaines pour Demain

Créée en septembre 2004, l'association 1001 Fontaines pour Demain aide des petits villages isolés des pays du Sud à créer leur propre activité artisanale de production d'eau de boisson. Pour ces communautés (villages, foyer d'enfants, hôpitaux) qui ne verront sans doute jamais arriver le bout d'une canalisation et dont les membres n'ont souvent pas d'autre choix que de boire "l'eau de la mare", l'association 1001 Fontaines pour Demain a développé un procédé leur permettant de potabiliser de l'eau de surface (une mare, une rivière) et ainsi de pouvoir produire, par elles-mêmes, l'eau de boisson dont elles ont besoin. Ce procédé qui s'appuie sur une purification par ultraviolet (effet bactéricide) alimentée par l'énergie solaire permet de produire 2 000 litres par jour, correspondant à une consommation normale d'eau de boisson d'environ un millier de personnes et ceci à un coût extrêmement faible puisque le prix payé par les villageois est inférieur à 1 centime d'euro par litre. L'autre idée innovante du projet est qu'il est conçu pour durer. Le mode d'exploitation imaginé consiste à confier, dans la philosophie des projets de micro-finance, l'appareil à une famille pour qu'elle en fasse une activité économique : elle produit l'eau de boisson, la met en bonbonnes et la revend au sein du village de façon à ce que son "chiffre d'affaires" lui permette de vivre et d'entretenir son outil de production. Après des premiers projets réussis, dans une dizaine de villages du Cambodge (couvrant plus de 10 000 bénéficiaires) et menés en collaboration avec l'ONG locale DEEP (Développement et Éducation en Eau Potable), 1001 Fontaines pour Demain espère en 2007 introduire sa solution à Madagascar et au Vietnam. Chaque année, le Haut conseil de la coopération internationale, qui dépend directement du Premier ministre, décerne son Prix de la Solidarité internationale des actions jugées exemplaires en matière de coopération Nord-Sud. 65 dossiers avaient été retenus cette année.

1001
Fontaines pour Demain - Reportage
TF1 20 heures

À

Action contre la Faim et Brita partenariat renforcé en 2007

Deux partenaires en 2006, Action contre la Faim et Brita ont décidé de renouveler et de renforcer leur accord en 2007. Après le succès des opérations "produits-partage", qui ont permis de récolter 30 000 euros en 2006, Brita s'investit à long terme sur le projet mené par Action contre la Faim au Laos. Le cofinancement est garanti à hauteur de 150 000 euros pendant 3 ans ; il devra assurer l'hygiène alimentaire et sanitaire de 35 villages et de 200 000 personnes. Les fruits de l'opération 2006 ont été utilisés pour financer les fonds d'intervention d'urgence de l'association. Le

leader mondial des purificateurs d'eau à usage domestique soutient par ailleurs l'action de l'UNICEF au Vietnam.

Action
contre la Faim

À

À

CARTON ROUGE

La campagne de Cristaline fait des vagues

"Qui prétend que l'eau du robinet a bon goût ne doit pas en boire souvent", le dernier slogan de la société Cristaline pour vanter son eau en bouteille. Un brin provocateur. Mais surtout "dénigrant et malhonnête" selon Nelly Olin, la ministre de l'écologie, trahis en colère contre cette campagne de pub. "L'eau du robinet est contrôlée systématiquement, c'est une eau de qualité", s'est insurgée la ministre n'excluant pas "des suites en justice". Le SEDIF, Syndicat des eaux d'Île-de-France, présidé par André Santini, estime la campagne "d'une violence rare" et précise : "sa vulgarité et son caractère mensonger tendent à la désinformation du public et jettent le discrédit sur la grande qualité de l'eau du service public en France". Le syndicat s'interroge aussi sur des articles parus dans la presse, selon laquelle, Cristaline aurait vendu, dans l'ouest de la France, de l'eau en bouteille puisée dans le réseau public. Il réclame un débat sur les chaînes TV du service public. La mairie de Paris et Eau de Paris ont pour leur part décidé d'engager une procédure pénale contre la société.

Communiqué
du MEDD -
18-01-2007

Communiqué
SEDIF - 18-01-2007

Le site Eau de
la Ville de Paris

Deux
affiches en cause - Sujets-d-actu

À

À

OUVRAGES PUBLICATIONS

L'alimentation en eau et les installations sanitaires pour les personnes handicapées et autres groupes vulnérables

Plus de 500 millions de personnes dans le monde souffrent d'un handicap et la majorité vit dans la pauvreté au sein de communautés à faible revenu. Comment prendre en compte et répondre aux besoins de ces populations les plus vulnérables. Basé sur trois années de recherche internationale et de collaboration avec les organisations du secteur de l'eau et de l'assainissement et celles du handicap, ce livre intéressera les planificateurs du secteur, les fournisseurs de services, les organisations oeuvrant dans les pays en développement en faveur des handicapés et groupes vulnérables (personnes âgées, femmes enceintes, enfants, malades).

L'alimentation en eau et les installations sanitaires pour les personnes handicapées et autres groupes vulnérables, Hazel Jones, Bob Reed, 320 pages, 32,95 livres Sterling, WEDC Publications, Loughborough University (Royaume-Uni) - ITDG Publishing

À

Pesticides. Révolutions sur un scandale français

À € paraître le 1er mars chez Fayard

Ils sont dans la rosée du matin sur les fleurs, dans l'eau de pluie, à Paris, Rennes, Marseille, Lyon, ou Bordeaux, dans les sources, dans les nappes les plus profondes, dans les sols, dans les pommes, dans le pain, dans le sang des nouveau-nés, dans le lait des mères, dans la graisse de nos corps dans l'air intérieur des maisons... Les pesticides sont partout, et leurs molécules s'attaquent directement à la vie des humains et de tous les êtres vivants. Jusqu'au début de 2007, les responsables de ce désastre sans précédent pouvaient dormir tranquillement. Nul ne les connaissait. Grâce à un livre, qui paraît chez Fayard le 1er mars, ce n'est plus le cas. Leurs deux auteurs, Fabrice Nicolino et François Veillerette, sont reconnus. L'un est journaliste, l'autre responsable écologiste, ancien président de Greenpeace en France. Ils reviennent, dans le sens le plus fort de ce mot, un système. Un système né après 1945, grâce auquel l'industrie des pesticides a pris le pouvoir,

tous les pouvoirs. Ce livre donne des noms, tous les noms. Il met en accusation l'Inra et le ministère de l'Agriculture. Il explore une à une les méthodes du lobby, dénonce les congrès "scientifiques" truqués et le rôle direct dans la désinformation de Marcel Valtat, l'homme de l'amiante, celui qui a empêché son interdiction pendant des décennies. Il raconte au passage le sort fait aux Antilles, dont certaines zones sont polluées pour des centaines d'années, et la complicité de très hauts fonctionnaires avec l'industrie dans le terrible dossier du Gaucho. Pour la première fois, le dossier des pesticides est ouvert... en grand.

Pesticides. Révolutions
sur un scandale français, Fabrice Nicolino et François
Veillerette - Éditions
Fayard

Parallèlement à sa sortie la revue L'écologiste
sort un dossier spécial : "Comment se passer des pesticides
?"

L'écologiste, n° 21 - En kiosque jusqu'à
fin mars

Email : ecologiste@freesurf.fr

À

Enjeux phytosanitaires pour l'agriculture et l'environnement

Comment contrôler les résidus des pesticides ? Et plus
loin, comment respecter les écosystèmes et éviter
les bouleversements ? 77 auteurs, européens, africains et
américains, ont participé à cet ouvrage de
synthèse sur l'agriculture de demain. Après
un examen approfondi des connaissances biopharmaceutiques sur les
pesticides organiques, les stratégies alternatives pour l'agriculture
durable sont présentées ainsi que les dimensions économiques
et réglementaires qui encadrent les pratiques.

Enjeux phytosanitaires
pour l'agriculture et l'environnement, coordonné
par Catherine Regnault-Roger avec la collaboration de Gérard
Fabres et Bernard JR Philogène, 1 088 pages, 180 euros -
Éditions
Tec & Doc Lavoisier

À

Anthropologie de l'irrigation, les oasis de Tiznit,
Maroc

Dans cette région aride du sud-ouest marocain, l'eau et la terre s'imbriquent dans toutes les structures de la société : économique, politique, technologique, symbolique... Les tensions actuelles entre les producteurs de menthe pour le commerce et les agriculteurs traditionnels montrent que, si les sources d'eau s'épuisent, ce n'est pas le cas des conflits...

Anthropologie
de l'irrigation, les oasis de Tiznit, Maroc, Toufik Faïta,
241 pages, 22 euros - L'Harmattan

À

Sur le thème de l'agriculture et du développement...

Le monde peut-il nourrir tout le monde. Sécuriser
l'alimentation de la planète par Bernard Hubert
et Olivier Clément -
coédition IRD-QUAE

Le retour des paysans ? À l'heure du développement
durable sous la direction de Laurent Auclair, Chantal Aspe
et Patrick Baudot -
Éditions IRD

Ils nous nourriront tous, les paysans du monde, si...
par Louis Malassis, une coédition CIRAD, INRA, CEMAGREF,
IFREMER -
Agropolis
Museum

À

Agriculture et environnement : le parcours gagnant

Revue Environnement a publié en février
un guide hors-série sur l'agriculture et l'environnement.
20 fiches pour décrypter la diversité biologique,
l'entreprise agricole et la conduite des productions.

Revue
Environnement

À

Recherche et agriculture, réduire la vulnérabilité

de l'agriculture Ã un risque accru de manque d'eau

La rÃ©pÃ©tition rÃ©cente des sÃ©cheresses, Ã©vÃ©nements accidentels mais dont l'occurrence pourrait augmenter, a conduit le ministÃ©re chargÃ© de l'Agriculture Ã confier Ã l'Institut national franÃ§ais de la recherche agronomique (INRA) une expertise scientifique collective sur les rapports entre sÃ©cheresse et agriculture. Cette expertise a permis d'Ã©tudier l'incidence de l'agriculture, irriguÃ©e et non irriguÃ©e, sur la ressource en eau, et d'explorer les voies du maintien et du dÃ©veloppement d'une agriculture confrontÃ©e Ã la sÃ©cheresse. La synthÃ©se est disponible sur Internet.

SÃ©cheresse
et agriculture -
INRA

Ã

MÃ©tÃ©o et dÃ©veloppement

MÃ©tÃ©o-France a profitÃ© de la session plÃ©niÃ©re du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'Ã©volution du climat (GIEC), qui s'est rÃ©uni Ã Paris entre le 29 janvier et le 1er fÃ©vrier, pour publier son premier rapport DÃ©veloppement durable 2005-2006.

MÃ©tÃ©o-France

Ã

Aquaculture continentale

Cet ouvrage d'autoformation s'adresse aux Ã©lÃ©ves souhaitant s'orienter vers une activitÃ© piscicole. Huit sÃ©quences permettent d'acquÃ©rir les connaissances de base pour : identifier les diffÃ©rents Ã©lÃ©ments constitutifs d'un Ã©tang (sol, eau, ouvrages) ; apprÃ©hender la faune et ses relations avec les principaux paramÃ©tres du milieu ; gÃ©rer la flore en vue d'une gestion pÃ©renne du plan d'eau ; identifier son environnement commercial et rÃ©glementaire et en dÃ©duire les espÃ©ces et les systÃ©mes de production adaptÃ©s ; raisonner la mise en charge en tenant compte des caractÃ©ristiques biologiques, commerciales et rÃ©glementaires ; conduire les diffÃ©rentes activitÃ©s du systÃ©me de production ; planifier et organiser la rÃ©colte du poisson en tenant compte des facteurs Ã©conomiques, techniques et rÃ©glementaires ; assurer la promotion de ses produits. Publics : stagiaires, agriculteurs souhaitant diversifier leur activitÃ©, propriÃ©taires de plans d'eau.

Aquaculture
continentale, Gilles Cadieu, Jean-François Suat, 300 pages,
25 euros, collection M@tiers et activit@s en milieu
rural - %ducagri
%ditions

Â

Gouvernance, d@mocratie et lutte contre la pauvret@

L'ouvrage pr@sente les enjeux et les enseignements
m@thodologiques d'une exp@rience visant @
mesurer les nouvelles dimensions du d@veloppement. Des modules
th@matiques sur la gouvernance, la d@mocratie et les
multiples dimensions de la pauvret@ ont @t@
greff@s sur des enqu@tes aupr@s des m@nages
r@alis@s par les instituts de la statistique de 12
pays en d@veloppement, africains et latino-am@ricains.

Gouvernance,
d@mocratie et lutte contre la pauvret@
- Minist@re
des Affaires @trang@res France

Â

Dynamiques p@riurbaines : population, habitat et
environnement dans les p@riph@ries des grandes m@tropolles

Programmes et textes des communications pr@sentes
lors d'ateliers internationaux sur la question des dynamiques
p@riurbaines @ l'œuvre dans les p@riph@ries
des grandes m@tropolles indiennes.

CD-Rom
Dynamiques p@riurbaines,
V@ronique Dupont, Val@rie Golaz - Collection
les num@riques du CEPED

Â

Â

FILMS

Expédition Yangtsé, 4 500 kilomètres
en moto à travers la Chine

Il n'a pas encore de nom, mais je passe 18 minutes,
c'est le pilote d'un futur documentaire de 52 minutes imaginé
par Geoffroy de La Tullaye, l'un des deux frères hydrotrotters,
partis pendant 14 mois autour du monde à la rencontre des
initiatives des associations et des entreprises pour l'eau.

Visionner
le pilote -
Google

À

Our
Daily Bread - Nikolaus
Geyrhalter

KMBO,
qui distribue Our Daily Bread, s'est engagée
à reverser 5 % des bénéfices du film sur
ses recettes salées à des associations impliquées
dans la mise en place et la promotion d'une agriculture
raisonnable et biologique.

En salles depuis le 14 mars.

Our Daily
Bread - KMBO

À

Notre pain quotidien - On pourrait encore

aller plus en suppliant : "pardonnez-nous nos offenses".
 Mais l'appétit de l'Occident est insatiable.
 Nikolaus Geyrhalter lève le voile qui nous sépare
 des coulisses où l'on transforme la nature pour la
 conduire à nos assiettes. On y découvre tout ce que
 nous soupçonnions sans oser y penser : un spectacle terrifiant.
 Un plan large sur notre surconsommation et la productivité
 ultra intensive mise à son service. Autrichien, Nikolaus
 Geyrhalter a auparavant réalisé Elsewhere
 - une fresque sur les habitants des contrées lointaines,
 Pripjat - ville fantôme voisine de Tchernobyl,
 The year after Dayton - témoignage d'une
 lente tentative de reconstruction en Bosnie-Herzégovine,
 mais aussi échoués sur le rivage - documentaire
 en noir & blanc sur le Danube.

À

À

INTERNET

Une caravane pour l'eau

Caravaneau se veut un espace de rencontres humaines pour artistes,
 conteurs et même les chercheurs, tous inspirés par
 l'eau.

Caravaneau

À

À

DISTINCTIONS

6^eme Trophée Terre de Femmes

La Fondation Yves Rocher, associée à l'Institut
 de France, organise son 6^eme Trophée Terre de Femmes.
 Parmi les lauréates 2007, citons : Farida Hammani qui souhaite
 implanter un jardin au sein de la Maison des Femmes d'Agadez
 au Niger ; Thérèse Tourou qui a conçu
 une programme d'alphabetisation scientifique et pour

la protection environnementale dans la zone de Mandi au Mali ; Florence Moser qui travaille sur la mise en place d'un modèle de développement permettant d'améliorer le niveau de vie des indigènes en sauvegardant les ressources de la forêt amazonienne.

Fondation
Yves Rocher

À

Doctorante de L'Oréal France

L'Oréal France lance 10 bourses avec le soutien de la Commission nationale française pour l'UNESCO et l'Académie des Sciences pour aider les étudiantes françaises à poursuivre leurs études de doctorats en France et favoriser l'accès des femmes aux carrières scientifiques.

Appel
À candidatures ouvert jusqu'au 15 mai 2007 -
Pour
les femmes et la science

À

E-EDUCATION

L'eau au cœur d'une journée européenne d'échanges sur les usages des nouveaux outils numériques pour l'enseignement

Le 28 mars 2007, le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, son Agence départementale du numérique et le Rectorat de Bordeaux proposent une grande journée européenne d'échanges sur les usages des nouveaux outils numériques pour l'enseignement. La thématique de l'eau y sera largement représentée. Les diverses disciplines - l'Histoire-Géographie, les Sciences de la vie et de la terre, la Technologie, les Lettres ou les Langues - ont été réunies autour de ce projet pilote pour développer une connaissance à plusieurs dimensions de l'eau, son rapport aux hommes et à leur histoire, son rapport au territoire, à l'environnement. À cet effet, les enseignants ont proposé à leurs collègues d'utiliser les nouveaux outils numériques : relevés de terrain, relevés GPS, données cartographiques, sons et photographies, etc. Des ateliers et des conférences permettront aux participants de découvrir et d'échanger

leurs expériences, leurs applications et leurs usages dans les collèges des Pyrénées-Atlantiques. Des réalisations qui ont toutes en commun la simplicité d'usage et l'utilité au sein de la classe seront présentées.

Journée

e-éducation -
mercredi

28 mars 2007 - collège d'Endarra (Anglet)

L'expérience sera ultérieurement présentée par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques à l'exposition internationale Saragosse 2008 organisée sur le thème de l'eau et du développement durable.

À

À

Europe
top

La BEI et le secteur de l'eau

La Banque européenne d'investissement (BEI) vient de publier le rapport de son activité dans le secteur de l'eau. Depuis sa création, en 1958, la Banque a prêté 30,3 milliards d'euros en faveur de 651 projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, tant dans l'Union européenne (UE) que dans les pays partenaires (PP). Au cours des dix dernières années, elle a aussi intensifié ses opérations en faveur du secteur avec une moyenne annuelle de 1,6 milliard d'euros de projets. Depuis 2001, la Banque a prêté 6,9 milliards d'euros en faveur du secteur de l'eau dans 18 pays de l'UE-25 (plus l'Islande). Dans plusieurs d'entre eux, elle est aussi le principal bailleur de fonds du secteur. La Banque apporte son concours à des compagnies des eaux du secteur privé et à des opérations de financement de projets, ainsi qu'à des emprunteurs du secteur public. Au cours des dix dernières années, le principal élément moteur des investissements a été le renforcement des normes de qualité environnementale de l'UE, s'agissant en particulier des directives communautaires relatives à la collecte et au traitement des

eaux urbaines résiduelles, à la qualité de l'eau potable et aux eaux de baignade. À l'avenir, le principal moteur sera la directive-cadre sur l'eau, qui vise à promouvoir une gestion durable des ressources en eau grâce des plans de gestion intégrés des bassins fluviaux, avec l'objectif d'atteindre un "bon état écologique" pour toutes les masses d'eau dans l'UE d'ici à 2015. La majorité des prêts restera destinée à des emprunteurs "substantiels", et plus de la moitié des opérations réalisées par la Banque dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement sont conclues avec des promoteurs du secteur privé. Le durcissement des normes communautaires envisagé par la directive-cadre crée de nouveaux défis. Il est probable que des ressources financières bien plus importantes seront nécessaires pour accroître le traitement tertiaire, réduire la fréquence des trop-pleins d'eaux de ruissellement et l'impact des captages sur le faible débit des cours, et atteindre des niveaux d'efficacité opérationnelle accrus compatibles avec les normes de santé et de sécurité.

Site
de la BEI

À

Facilité ACP-UE pour l'eau - 2^eme
appel

Le 16 février, la commission européenne a approuvé la sélection finale : 78 propositions bénéficieront d'une subvention du 9^eme fond européen de développement (FED). Le montant total de ce cofinancement s'élève à 190 millions d'euros.

Les résultats
définitifs - sur
le site de l'AFD

Facilité
ACP-UE pour l'eau

À

France

177 euros par personne et par an

c'est le montant moyen de la facture d'eau des foyers
français

La consommation domestique d'eau atteint en moyenne 165 litres par habitant et par jour en 2004, pour un prix moyen de 3 euros le m³ dans les communes dotées d'un assainissement

collectif. Tels sont les chiffres de la dernière étude de l'IFEN - Institut français de l'environnement. Les tarifs varient du simple au double entre les départements de Métropole : les plus élevés concernent l'ouest et le nord, les plus bas sont pratiqués en Rhône-Alpes et en Auvergne. La dispersion tarifaire est bien plus forte entre communes : 10 % d'entre elles facturent le m³ d'eau moins de 1,30 euros et autant le font payer plus de 4 euros. Le coût de l'abonnement lui-même peut aller de 56 euros en moyenne à plus de 100 euros, comme en Corse et en Provence. La proximité de la ressource, sa qualité, la densité de la population desservie sont autant de facteurs explicatifs des tarifs. Les eaux superficielles sont plus faciles d'accès mais sont généralement l'objet de traitements plus complexes et plus coûteux que les eaux souterraines. Les tarifs du service public de l'eau diffèrent aussi selon les modes d'organisation et de gestion : dans une organisation strictement communale offrant un traitement des eaux usées, le m³ est payé en moyenne 2,59 euros contre 3,19 euros dans une organisation intercommunale qui développe en général des technologies plus complexes facilitant la mise aux normes.

La
facture d'eau domestique 2004 - IFEN

À

Pour un vrai service public de l'eau à Paris

À la fin de cette année, la Ville de Paris fera le choix de l'organisation et du mode de gestion de son service public de l'eau, les contrats de distribution arrivant à échéance en 2009. Pour Anne Le Strat, conseillère de Paris, cette échéance est l'opportunité de rebâtir un service public local de l'eau en consolidant les compétences techniques et les savoir-faire existants. La responsable s'exprime dans le numéro de mars du magazine de la Mairie, à Paris, et rappelle que le Groupe des Verts, auquel elle appartient, continuera "de défendre le choix d'un opérateur public assurant à la fois la production et la distribution, dans un souci de service public de qualité, à un coût maîtrisé, à l'écoute des consommateurs et dans une approche de développement soutenable". "L'eau est un bien public commun dont la gestion doit obéir à l'intérêt général et des usagers et non obéir à des logiques d'intérêts privés et de rendement des actionnaires". On l'aura compris, la bataille avec les industriels va être serrée, ou pour le moins... "capitale".

Eau-Paris.fr

À

Le Département de Seine-Maritime initie un Contrat d'objectifs de gestion de l'eau

Le Département de Seine-Maritime formalise dorénavant ses engagements auprès des gestionnaires de l'eau par un Contrat d'objectifs de gestion de l'eau (COGE), conclu pour une durée de 3 à 5 ans. Cette démarche partenariale est une première en France, initiée par Didier Marie, Président du Département de Seine-Maritime pour qui il s'agit de mieux coordonner la gestion de l'eau et d'optimiser son financement : il y a, dans le département, 170 syndicats maîtres d'ouvrage représentant 500 millions d'euros d'investissements. Le COGE rassemble tous les acteurs à l'échelle d'un même bassin versant, garantissant ainsi la cohérence de toutes les actions (eau potable, assainissement, rivières, lutte contre les inondations, etc.) dans une logique de gestion globale et intégrée. Le premier contrat a été signé pour le bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec, 20 autres suivront d'ici à la fin de l'année 2007. Cette démarche est soutenue financièrement par l'Agence de l'Eau.

Conseil général de Seine-Maritime -
01-02-2007

 

Inauguration de la station d'épuration de Grasse Roumigui res : une première technologique en France au service de la protection de l'environnement

Samedi 17 mars, la ville de Grasse (Alpes-Maritimes) a inauguré sa nouvelle station d'épuration qui met en œuvre un procédé de traitement unique en France permettant d'obtenir une dépollution des eaux usées supérieure aux solutions classiques. Pour préserver un environnement classé "milieu sensible", Grasse a décidé de se doter d'une usine de traitement des eaux usées équipée d'un "réacteur membranaire biologique". Cette technologie de pointe, développée par Degrémont, filiale de Suez Environnement, associe un traitement biologique à une filtration des eaux usées à travers des membranes organiques. Les membranes constituent une barrière physique qui arrête les bactéries et les différents éléments en suspension dans l'eau, sans ajout de réactif. Cette technologie mise en œuvre à Grasse fait figure d'exemple parce qu'elle ouvre une nouvelle voie en matière de réutilisation des eaux usées en France.

Communiqué
Suez Environnement -
17-03-2007

À

Solidarité-eau : pourquoi pas vous ?

Que représente l'aide au développement des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau ? Les Français sont-ils prêts à aider les pays pauvres à s'équiper en eau potable ? L'établissement publics et collectivités territoriales peuvent-ils être des acteurs crédibles du développement aux côtés des États ? Que s'est-il passé depuis l'adoption de la loi Oudin-Santini du 9 février 2005 ? Le SEDIF - Syndicat des eaux d'Île-de-France, et l'AFD - Agence française de développement, invitent les collectivités et ONG à plancher sur la coopération décentralisée : au Palais du Luxembourg le vendredi 9 mars 2007 à 14h15 au Palais du Luxembourg.

SEDIF
- AFD

À

Première sortie pour la nouvelle Fédération nationale pour la pêche en France

La nouvelle saison de pêche débute le 10 mars prochain avec l'ouverture de la pêche à la truite. Un point de départ qui marque également les premiers pas de la nouvelle Fédération nationale pour la pêche en France et la protection du milieu aquatique (FNPF), créée par la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et officiellement constituée depuis le 5 février 2007. Avec la tête de plus d'1,6 million de pratiquants de la pêche de loisir en eau douce en France, la FNPF s'engage dans une forte dynamique d'augmentation des effectifs, étroitement liée à la préservation des milieux aquatiques. La nouvelle structure tisse de nouveaux partenariats et s'engage dans une stratégie de communication articulée autour de la signature : "Avec la pêche, retrouvez votre nature !", un slogan qui permet également à la FNPF de souligner le rôle de citoyen des pêcheurs qui, lorsqu'ils achètent leur carte de pêche, acquittent la Cotisation Pêche Milieu Aquatique (CPMA) dont la Fédération assure désormais la gestion pour, notamment, financer les actions de préservation et d'entretien du patrimoine piscicole français.

Fédération nationale pour la pêche en France

À

Votez pour l'environnement

Le photographe Yann Arthus-Bertrand et la société Patagonia (vêtements outdoor) appellent à voter pour la défense de l'environnement. Cette campagne est inspirée de celle menée par la maison mère de Patagonia, basée en Californie, lors des élections américaines de novembre 2004. Avec un message similaire : "Vote the Environment", Patagonia s'engageait indirectement dans la campagne présidentielle qui opposait à l'époque George W. Bush et John Kerry. Pour les élections françaises, Patagonia a décidé de prendre la parole et de s'associer avec Yann Arthus-Bertrand, lui aussi engagé contre les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète via l'association GoodPlanet.org qu'il a créée en 2005. La campagne a lancé depuis janvier dans plusieurs magazines de sport et de randonnée au travers une série de 5 visuels diffusés.

GoodPlanet

À

Les Castors à la Cité des Sciences

Le lundi 2 avril 2007, 6 classes lauréates du jeu-concours "Les Castors d'Île-de-France" joueront sur scène leurs sketches créés en classe sur le thème de l'eau au Forum Spectacle "Les Castors d'Or" à la Cité des Sciences et de l'Industrie. Le public, près de 400 élèves de 7 à 11 ans accompagnés de leurs enseignants, votera pour les meilleures représentations qui seront récompensées par André Santini, président du Syndicat des eaux d'Île-de-France et député-maire d'Issy-les-Moulineaux.

Les
Castors d'Île-de-France

À

Jardins d'eau

Classés "Jardin remarquable" par le ministère de la Culture, Les Jardins de Rivau, près de Chinon, organisent, les 2 et 3 juin, deux journées de fête sur le thème de l'eau. Les jardins seront ainsi mis en scène autour du thème de l'eau et de multiples jeux et divertissements seront organisés, mais aussi des conférences sur : la gestion écologique de l'eau, les paysages d'eau en Val de Loire, la gestion de l'eau des milieux naturels

humides, les plantes peu exigeantes en eau tout savoir sur les cactus, en plus d'une exposition l'Agence de l'Eau, "Derrière mon robinet, coule une rivière".

Château
du Rivau

À

À

Afrique
top

Dossier MAROC

L'Alliance Maghreb-Machreq et la Fondation socialiste pour les Études, les recherches et la formation ont organisé fin février à Casablanca, un forum sur la gouvernance de l'eau. Plusieurs articles dans la presse font le point sur les débats et actions en cours.

À

Gestion de l'eau - Au Maroc, les textes de base qui régissent l'intervention des opérateurs des services d'eau sont essentiellement la loi 78-00 formant charte communale. Cette charte a attribué à la commune une compétence générale en matière des services de proximité : c'est elle qu'il revient le soin de créer, d'organiser et de gérer ces services. La loi 54-05 relative à la gestion d'infrastructures des services publics est plus récemment venue définir le cadre des contrats de gestion d'un service public. Les opérateurs qui assurent aujourd'hui la distribution eau-assainissement sont l'ONEP, 13 Régies communales, plus 4 sociétés d'État. Deux types de mesures structurelles visant l'amélioration des services ont aussi été décidées : il s'agit d'une part de l'intercommunalité qui devrait permettre la réalisation de projets viables et équilibrés dans des périmètres optimisés ; et d'autre part, de la mise en place d'un cadre institutionnel de coordination et de contrôle des services d'infrastructures. Enfin, pour améliorer la gestion de l'eau, les responsables de l'Intérieur orientent aujourd'hui leur réflexion

sur de nouvelles pistes, parmi lesquelles la responsabilité communale (une contractualisation qui définirait les objectifs de performance, la conservation du patrimoine, l'identification des engagements ainsi que la programmation des réalisations) mais aussi la pérennisation des financements (la mise à disposition de ressources financières durables et la tarification appropriée).

Les grandes lignes
de la politique de la direction des services concédés,
Libération (Casablanca) - AllAfrica
04-03-2007

À

Efficacité économique et justice sociale
- En plus d'un bilan de 10 ans d'application de la loi 10-95, la Fondation socialiste estimer indispensable un état des lieux permettant d'appréhender les alternatives possibles. La fondation souhaiterait savoir dans quelle mesure il est possible de combiner les critères d'efficacité économique avec les critères de la justice sociale. Comment faire en sorte qu'on n'entre ni dans des considérations utopiques ni dans du réalisme douloureux ? Comment faire pour que la cogestion, la gouvernance puissent se faire dans un climat de justice sociale, de responsabilité, de mobilisation et de participation à la co-gestion ?

Efficacité économique et justice sociale, Mohamed Guessous, Libération (Casablanca) - AllAfrica
04-03-2007

À

La nécessité d'une réflexion futuriste - La situation critique des ressources hydriques au Maroc nécessite des consensus, mais plus encore : une réflexion futuriste. Des intérêts contradictoires opposent les différents usagers de l'eau : villes, campagnes, industrie, tourisme... et c'est dans ce cadre que s'inscrit la politique publique et notamment l'engagement des pouvoirs publics à soutenir les agriculteurs (responsables de 80 % de la consommation nationale) à se doter d'équipements modernes susceptibles d'économiser l'eau. Si le dialogue est aussi la seule voie, ce dialogue doit être se fonder sur des perspectives claires dont : l'économie d'eau, la consolidation du réseau d'irrigation, la lutte contre la pollution, la réutilisation des eaux après traitement, le dessalement de l'eau de mer...

La problématique de l'eau exige une réflexion futuriste, Mohamed Kadimi, Libération (Casablanca) - AllAfrica

26-02-2007

Voir aussi :

L'intervention de Mohamed Elyazghi, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Eau et de l'Environnement, Libération (Casablanca) - AllAfrica
04-03-2007

À

Dossier ALGERIE

Tizi Ouzou - La wilaya compte le réseau le plus étendu du pays en matière d'eau potable avec un taux de raccordement qui avoisine les 100 % et un taux de raccordement à l'assainissement de l'ordre de 80 %. Des dizaines d'opérations d'amélioration des réseaux existants et d'autres de renforcement des ouvrages hydrauliques sont lancés et leur réception est prévue à brève ou moyenne échéance, selon M. Abbas, directeur de l'hydraulique de la wilaya.

Oran - Les averses des mois de janvier et de février derniers ne semblent pas avoir affecté le plan de distribution de l'eau de la wilaya d'Oran puisque celle-ci demeure d'un jour sur deux et d'un jour sur quatre, selon les communes et les quartiers. Dans une déclaration fin 2006, le ministre de tutelle avait annoncé que les mesures de rationalisation (prises mi-novembre) devraient probablement subsister jusqu'à la fin de l'été 2007. En réalité sur l'achèvement de 4 grands projets (les 3 stations de dessalement de Mers El Hadjadj, de Mostaganem et de Sidi Djelloul plus projet de transfert Mostaganem-Arzew-Oran) devrait marquer le bout du tunnel. Achèvement prévu courant 2008 et 2009.

Constantine - D'abord connaître la quantité d'eau produite avant de quantifier les fuites. "Réhabiliter le réseau d'eau potable du groupement urbain de Constantine, c'est certainement la meilleure des mesures prises par les pouvoirs publics mais encore faudrait-il que les entreprises concernées sachent maîtriser la gestion". Les propos tenus par un expert étranger trouvent leur explication dans le fait que le secteur de l'hydraulique n'a jamais abordé la question de l'eau ou de sa disponibilité autrement que par sa rareté. Seuls 40 % des foyers sont dotés d'un système de comptage et la facturation se fait encore au forfait pour la plus grande partie de la population locale.

Plan ambitieux des services de l'hydraulique de Tizi Ouzou, Lakhdar Siad, La Tribune (Alger) - AllAfrica
05-03-2007

L'eau à Oran, une situation inchangée, Samir Ould Ali, La Tribune (Alger) - AllAfrica
05-03-2007

Déficit en eau dans la wilaya de Constantine, A. Lemili,
La Tribune (Alger) - AllAfrica
05-03-2007

À

Sénégal

Subventions de 1,5 milliard de francs de l'UE en faveur de l'OMVS

La Commission européenne a accordé deux financements à l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs CFA (plus de 2,28 millions d'euros) de subventions. Ces financements sont alloués par le biais de la Facilité ACP-UE dans le but de contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Selon le chef de la délégation de l'UE au Sénégal, le premier projet signé a pour objectif la mise en place d'un schéma d'aménagement et de gestion des Eaux et Forêts Sénégal. Le projet vise à améliorer la disponibilité en eau en quantité suffisante pour le développement durable des activités productives et contribuer par-delà à l'amélioration des conditions de vie des populations dans ces zones. Le second projet fait quant à lui intervenir plusieurs coordonnateurs dont le ministre français des Affaires étrangères. Le projet vise la mise en place d'un système panafricain d'information sur l'eau. Ce système aura pour but de favoriser la collecte et la mise en réseau des différentes connaissances en matière de gestion locale de l'eau pour mieux les partager et les promouvoir au niveau continental. Ces accords de financement interviennent après l'octroi de deux subventions aux ONG ACRA et World Vision, toujours dans le cadre du premier appel à propositions de la facilitation ACP-UE pour l'eau.

L'article
de Pape Sanor Dramé, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica
03-03-2007

À

Appui de la commission européenne à World Vision Sénégal

World Vision Sénégal a reçu un important don de la Commission européenne dans le cadre de la facilité européenne pour l'eau destinée aux pays ACP (ACP-EU Water Facility), prévu à hauteur de plus de 3,5 millions d'euros pour une durée de 4 ans (2007-2010). Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés par le biais d'une meilleure accessibilité

À l'eau et À la santé, mais surtout par l'accroissement des revenus de la productivité agricole et des capacités de gestion dans un processus de partenariat entre les différents acteurs. La focalisation des activités par zones, par groupes de villages est recherch e dans le souci d'avoir un effet d'impact plus grand et plus durable. Le projet s'étend dans 6 régions du Sénégal : Logua, Thi s, Diourbel, Fatick, Kaolack et Kolda, couvrant au total 150 villages dans lesquels World Vision intervient à travers ses programmes de développement zonal. Rappelons que World Vision Sénégal est la section nationale de l'organisation chrétienne World Vision International ; elle intervient dans plusieurs domaines et a été particul rement active lors de la sécheresse de 1983-84. Pendant plus de 15 ans, l'eau a été considérée par cette structure comme un point d'entrée dans les communautés. C'est ainsi qu'aujourd'hui, après 20 ans de présence au Sénégal, World Vision a réalisé 657 forages qui ont été équipés de pompes manuelles, de pompes solaires, ou encore de motopompes.

L'article

de Eugène Kaly, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica
10-03-2007

 

Cameroun

L'eau, une boisson mal appréciée

Boire de l'eau tous les jours. Un plaisir peu partagé.   Douala, la consommation de l'eau au quotidien pose le débat de sa potabilité.

Le reportage

de Vanessa Nana, Le Messenger (Douala) - AllAfrica
08-03-2007

 

Eau,
téléphone et électricité... Les
opérateurs surfacturent

Les réunions de concertation organisées les 5 et 6 mars au ministère du Commerce ont été l'occasion de dévoiler les griefs à l'encotre des opérateurs : la SNEC, AES-Sonel, Camtel, Orange Cameroun et MTN, qui sacrifient les intérêts des consommateurs, constamment flou s. Pour le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, la situation doit changer : il faut parvenir "  une stabilisation générale du niveau des prix tout le long

de l'année 2007, avec le concours de tous".

Le compte-rendu
de Marie-Noëlle Guichi, Le Messenger (Douala) - AllAfrica
09-03-2007

À

La SNEC d'apaiser par la demande

Les infrastructures actuelles de fournir à Douala 115 000 m3 d'eau. Il faudrait 250 000 m3 supplémentaires pour répondre aux besoins de la population. Avec un investissement de 50 milliards francs CFA, la Chine s'est engagée depuis 2006 dans un projet d'amélioration et de renforcement de la fourniture de l'eau potable dans la ville de Douala. Le projet intègre deux phases : la première, dont les travaux vont durer un an et d'une valeur de 13,5 milliards de francs CFA, porte sur la construction d'une nouvelle station de production d'une capacité de 50 000 m3 par jour sur le fleuve Mounjo. Des forages urbains, ainsi que la réhabilitation des stations de production de Japoma et de Massoumbou sont aussi prévus. La deuxième phase évaluée à 35 milliards de francs CFA aura pour objet l'extension de l'usine du Mounjo à une capacité de 150 000 m3 et la construction de plusieurs réservoirs de stockage et de châteaux d'eau, ainsi que la pose des canalisations de transport appropriées. Capitale économique du Cameroun, Douala n'a jamais bénéficié d'adduction d'eau à la dimension de sa poussée démographique, contrairement à Yaoundé.

L'article
de Mathieu Nathanaël Njog, Le Messenger (Douala) - AllAfrica
28-02-2007

Voir aussi :

L'interview de Albert Bias, directeur régional de la
Snec Yaoundé-agglomération, Cameroon Tribune (Yaoundé)
- AllAfrica
28-02-2007

À

Maurice

Parer au risque de marées noires

Le pays est-il suffisamment armé pour faire face à une marée noire ? Les avis divergent. Un exercice de simulation de contrôle et de dispersion d'une marée noire sera organisé en mai dans les eaux mauriciennes avec la participation de la marine française. Les garde-côtes du pays, la

Special Mobile Force, les autorités portuaires et le ministère de l'Environnement auront à démontrer leur capacité à contenir une marée noire dans des barrages flottants, en haute mer et dans le lagon. Le pays dispose à cet effet de deux barrages flottants de 500 mètres chacun, plus de deux écrans (skimmers) permettant d'aspirer l'huile lourde et d'un avion Dornier normalement apte à élargir du dispersant sur les hydrocarbures qui auraient échappé au barrage. Selon une convention signée par Maurice, les autorités locales devront s'occuper seules d'un déversement ne dépassant pas 10 000 tonnes. Au-delà de ce tonnage, Maurice peut faire appel à une aide régionale ; à 200 tonnes, une aide internationale est aussi garantie. Mais des techniciens du ministère de l'Environnement estiment que le pays est en réalité mal équipé pour gérer un déversement de 10 000 tonnes d'hydrocarbure sur ses côtes.

L'article

de Raj Jugernauth, L'Express (Port-Louis) - AllAfrica
09-03-2007

L'article de Premila Dosoruth, L'Express (Port-Louis)
- AllAfrica
09-03-2007

À

Mayotte

Création d'une réserve naturelle nationale

Les autorités françaises viennent de créer la réserve naturelle nationale de l'Îlot Mbouzi. Située dans l'archipel de Mayotte, au sein de l'océan indien, l'Îlot Mbouzi se trouve au cœur du lagon entre les deux îles principales et à proximité de leurs pôles urbains : Mamoudzou et Dzaoudzi-Pamandzi. Outre une partie terrestre s'étendant sur 82 hectares, la réserve naturelle comprend également une partie marine d'une superficie de 60 hectares. C'est un îlot essentiellement boisé et à fort relief qui constitue un élément structurant essentiel du paysage mahorai. Il est aussi exceptionnel par la richesse de ses habitats et des espèces présentes : 25 espèces endémiques de flore, 22 de faune et 11 de microfaune ; et trois écosystèmes restés un très bon état de conservation - la frange littorale, la mangrove et la forêt sèche naturelle.

Communiqué
du MEDD -
01-02-2007

À

Réunion

Neuvième parc national

Ce neuvième parc national français, implanté sur l'un des 25 "points chauds" de la biodiversité mondiale et intégrant un des volcans les plus actifs de la planète, a des caractéristiques hors du commun. Tout comme le nouveau parc amazonien de Guyane, sa création a été rendue possible par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux, votée à l'unanimité.

C'est aussi la première fois que la France, qui n'avait plus créé de parcs nationaux depuis 18 ans, crée un parc national dans un contexte géographique fortement contraint et à fort dynamisme démographique. Ce vaste espace protégé s'ajoute aux deux réserves naturelles nationales existantes et à la récente réserve naturelle nationale marine, créée par décret du 21 février dernier, qui assure la protection des milieux coralliens et des ressources halieutiques sur une superficie de 3500 ha. Il s'intègre donc dans un dispositif cohérent visant à préserver les écosystèmes terrestres et la biodiversité marine de l'île.

MEDD -
06-03-2007

À

À

Asie
top

Chine

Des scientifiques évaluent la qualité de l'eau potable

La Chine souffre de sérieux problèmes d'eau potable, et ce davantage du fait de la pollution que de la disponibilité, d'annoncent des scientifiques de l'Académie des Sciences de Chine. Environ 190 millions de ruraux boivent de l'eau contenant des substances nocives excessives et 36 % des sources d'eau potable pour les ruraux n'atteignent pas les normes, selon la même source.

Agence Xinhua - China.org.cn
03-03-2007

À

Protection des écosystèmes dans la zone du barrage des Trois-Gorges

Monsieur Huang Qifan, député de l'Assemblée populaire nationale (APN) et maire adjoint chargé des affaires courantes de Chongqing (ville de l'ouest de la Chine), a accordé le 4 mars dans la matinée une interview à china.org.cn durant laquelle il a évoqué la protection de l'écosystème dans la zone du barrage des Trois-Gorges. Selon lui, la protection des écosystèmes a été sensiblement augmentée depuis après l'achèvement du barrage. Alors qu'il y a dix ans, l'effluent de Chongqing se jetait directement dans le Yangtze sans être traité au préalable, les eaux usées sont aujourd'hui traitées de façon efficace : le taux de traitement est de 70 % et dépasse par là la moyenne nationale. En 2010, ce taux devrait atteindre plus de 90 %. M. Huang a ajouté que les ordures sont également enterrées de façon plus hygiénique. Auparavant, 20 % des ordures de Chongqing étaient entassées dans les vallées. Après les précipitations, les eaux polluées par les ordures coulaient de ces vallées. Maintenant, des lieux d'enfouissement et des incinérateurs d'ordures sont utilisés pour traiter les déchets. Le taux de traitement s'est élevé actuellement à 90 %. Le responsable a aussi insisté sur la promotion de la protection de l'environnement urbain. Pour remédier au bruit et à la pollution de l'air, Chongqing a lancé quatre opérations pour purifier le ciel, l'eau, réduire les nuisances sonores et augmenter les espaces verts. Depuis dix ans, Chongqing a injecté plus de 50 milliards de yuans (plus de 4,8 milliards d'euros) dans la protection de l'environnement et de l'écosystème. Dans les cinq ans à venir, la ville investira encore 50 milliards de yuans dans ce domaine.

China.org.cn -
07-03-2007

À

Lancement d'une exposition annuelle sur l'eau

La Chine envisage d'organiser une exposition annuelle sur l'eau, la première étant prévue en octobre, pour promouvoir les méthodes efficaces pour la conservation de l'eau, selon le ministre des Eaux. L'Exposition sur l'Eau 2007 se tiendra à Suzhou, principale ville de la province du Jiangsu (est du pays), du 31 octobre au 3 novembre. Avec une surface d'environ 20 000 m², l'exposition présentera les technologies et produits en matières d'approvisionnement, de préservation et de contrôle, a fait savoir Li Zantang, secrétaire général du comité de l'exposition. Actuellement, les ressources d'eau par personne sont de 2 200 m³ en Chine, représentant seulement un quart de la moyenne mondiale. Selon les dernières statistiques, au moins 320 millions de Chinois, dont la majorité vivent dans les régions rurales, buvaient une eau impropre en 2006.

Agence Xinhua - China.org.cn
14-03-2007

À

Indonésie

Le service eau assuré pendant les inondations de Djakarta

Malgré les coupures de courant électrique, Palyja, la filiale indonésienne de Suez Environnement et opérateur des services d'eau pour la partie Ouest de Djakarta, a assuré 80 % de sa production d'eau lui permettant ainsi de garantir un service quasi normal pour plus des trois-quarts de la population de la zone. Des équipes ont assuré la gestion des usines 24 heures sur 24 pour veiller à la qualité sanitaire de l'eau distribuée et maintenir le service. En complément, 23 camions-citernes effectuaient des rotations incessantes pour approvisionner en eau les établissements prioritaires comme les écoles et les hôpitaux qui n'ont plus accès à l'eau.

Suez Environnement

À

À

Amériques
top

Ontario

Le secteur de l'eau potable propose aux collectivités du secondaire

Une forte demande est prévue en raison de l'expansion du secteur et des départs à la retraite, aussi le gouvernement de l'Ontario décide d'encourager les collectivités du secondaire vers les domaines du traitement et de la distribution d'eau potable. Le Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau a réalisé des dossiers d'information sur le secteur de qui seront distribués dans plus de 55 écoles secondaires rattachées au conseil scolaire de la région de l'Ouest de l'Ontario (Western Ontario Regional School Board). Le centre forme les personnes qui s'occupent des réseaux de distribution d'eau potable. Il fait aussi des travaux de recherche et met à l'essai des techniques pour le secteur de l'eau potable. Son bureau principal se trouve à Walkerton. Ses services sont offerts partout dans la province.

Environnementt Ontario - 02-03-2007

À

Conférence sur la coopération en Afrique dans le secteur de l'eau

L'Institut de l'environnement de l'Université d'Ottawa organise en partenariat avec l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-ETE) de l'Université du Québec, TASC Science, la Fondation africaine de l'eau et de la santé (FAES) une conférence sur la coopération en Afrique dans le secteur de l'eau. Cet événement est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Son objectif est de proposer et d'échanger sur les nouvelles approches de collaboration entre intervenants du Nord et du Sud basés sur les technologies modernes de l'information. Ces approches concernent : la mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes mieux adaptés d'accès à des services d'eau potable et d'assainissement ; l'amélioration de l'hygiène du milieu, la lutte contre les maladies liées à l'eau et l'amélioration du rôle des femmes dans la gestion de l'eau ; le développement et la diffusion de nouvelles connaissances, savoir-faire et expériences portant sur la gestion

participative, la gestion de conflits, le co-management, le financement et le renforcement de capacités. Sept ateliers thématiques porteront sur les défis à relever en Afrique dans le secteur de l'eau avec des conférenciers invités venant du Canada, de l'Afrique, de l'Europe et des  tats-Unis d'Amérique.

Collaborer

en Afrique : Les nouvelles approches dans le secteur de l'eau,
24-25

mai, Québec, Canada - Eau-Afrique

Coordinateur : Dr.

Nlombi Kibi - Institut de l'environnement de l'Université
d'Ottawa

 

Guyane

Création du parc amazonien de Guyane

Le parc amazonien de Guyane a été créé par décret du 27 février 2007. Concernant une surface de 3 390 000 hectares, il est en particulier constitué d'un "cœur de parc" de 2 030 000 hectares de forêts primaires d'une valeur écologique exceptionnelle et concerne cinq communes o 1 résident plus 7 000 personnes.   l'étude depuis treize ans, sa création avait été relanc e en 2002 par le Président de la République lors du Sommet de Johannesburg. Elle répond à une double responsabilité de la France :  cologique mais également  thique. La forêt guyanaise, seul massif tropical amazonien de l'Union européenne, partie du plateau des Guyanes (qui s'étend du Brésil au Guyana) est en effet un haut lieu de biodiversité mais il abrite aussi des communautés d'habitants tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt. Le territoire ayant vocation à constituer "l'aire d'adhésion" sera un espace de développement durable, dont les orientations seront étudiées avec les communes et qui figureront dans la "charte du parc". Frontalier au parc des Tumucumaque (dans l'état brésilien d'Amapa), il vise aussi à renforcer la dynamique de coopération dans le domaine des aires protégées entre la Guyane et le Brésil. Ces deux parcs formeront l'une des plus vastes zones terrestres protégées du monde.

MEDD -

28-02-2007

 

 

Économie

À
top

Suez Environnement signe un partenariat stratégique et crée une joint-venture avec le groupe Al Qudra aux Emirats Arabes Unis

Suez Environnement a signé à Abou Dhabi un partenariat stratégique avec le groupe Al Qudra, en présence de Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez Environnement et Son Excellence Salah Salem Bin Omeir Al Shamsi, président-directeur général du groupe Al Qudra. Cet accord de coopération marque également la création d'une joint-venture détenue à 50/50 par les deux partenaires. La société nouvellement créée aura pour mission principale de répondre aux opportunités de développement dans les projets d'eau et d'assainissement à venir prochainement dans la région. Elle permettra en particulier d'identifier, d'évaluer et de réaliser de nouveaux projets dans le domaine des utilities. Dans la région du Golfe, Suez Environnement, à travers sa filiale Degrémont, a développé de nombreux projets d'infrastructures en matière d'eau et d'assainissement, notamment l'usine de dessalement de Fujairah (Emirats arabes Unis), les installations de réutilisation des eaux usées de Lusail et Doha (Qatar), et plus récemment la construction de l'unité de dessalement de la centrale de co-génération de Barka II (Sultanat d'Oman).

Suez Environnement -
12-03-2007

À

Deux filiales de Suez distinguées en Chine

Deux filiales de Suez Environnement en Chine viennent d'être classées en tête d'un sondage national sur l'industrie de l'eau dans le pays. Sino-French Holdings, la filiale de Suez Environnement qui fournit de l'eau et des services d'assainissement à 13,5 millions de personnes en Chine, est arrivée au

premier rang de la catégorie "Entreprises les plus réputées du secteur de l'eau". Degrémont, le spécialiste des usines de traitement de l'eau du groupe a également remporté la première place dans la catégorie "Meilleures Entreprises d'ingénierie environnementale". Le sondage a été réalisé par H2O-China, un portail d'information dédié à l'industrie de l'eau - www.h2o-china.com (NDLR. sans lien avec notre magazine H2o). Cette distinction vient clôturer une année 2006 de pleine réussite pour Sino French qui a notamment créé la toute première société d'investissement dans l'eau (Chongqing Sino French Investment Co Ltd) et remporté deux contrats de 30 ans pour la gestion de l'usine de traitement des eaux usées de Tangjiatuo, à Chongqing et la concession d'eau potable de Changshu. Degrémont a également remporté deux importants projets d'usine de production d'eau potable à Macao et à Tianjin ainsi qu'un projet de réutilisation des eaux résiduaires industrielles à Wuhan, sa plus importante référence dans le secteur de l'acier. À travers sa filiale Sino French Holdings, Suez Environnement gère aujourd'hui en Chine 21 joint-ventures et Degrémont a construit plus de 165 usines dans le pays.

Suez Environnement -
27-02-2007

À

H2O Innovation annonce la signature de deux nouveaux contrats aux États-Unis d'une valeur de 1,8 million de dollars canadiens

H2O Innovation (2000) inc. a remporté, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Membrane Systems inc. (MSI) deux nouveaux contrats portant sur l'installation de systèmes d'eau potable, en Californie et en Floride. Le montant total des deux contrats s'élève à 1,8 million de dollars canadiens (1,18 millions d'euros). En Californie, c'est le Centre correctionnel et de réadaptation de Tracy qui a confié à MSI l'installation de son système de production d'eau potable. Ce système sera intégralement conçu et fabriqué par la filiale de H2O Innovation qui supervisera également l'installation et la mise en marche des unités de traitement. La capacité de production sera de 3 030 m³ par jour. En Floride, c'est la municipalité de Wellington a choisi MSI pour modifier son système de production d'eau potable existant, en raison de son offre très compétitive et de sa réputation dans le secteur. Ce système d'osmose inverse alimentera la municipalité de 55 000 résidents et aura une capacité de traitement de 6 813 m³ par jour.

H2O Innovation -
22-02-2007

À

H2O Innovation, première société nord
américaine admise sur Alternext d'Euronext Paris

H2O Innovation (2000) inc., société canadienne déjà
cotée sur la Bourse de croissance TSX inc., au Canada a été
admise sur Alternext d'EuronextTM Paris depuis le 25 janvier
2007. Crée en 2000, H2O Innovation est spécialisée
dans les produits pour la production d'eau potable et le traitement
des eaux usées. La société développe notamment
des systèmes de filtration membranaire ainsi que des procédés
de traitements biologiques et physiques alternatifs respectueux de
l'environnement. Dirigé par Guy Goulet et Frédéric
Dugre, président et vice président exécutif,
le groupe a réalisé un chiffre d'affaires pro
forma consolidé de 12 403 millions de dollars canadiens au
cours du dernier exercice, clos le 30 juin 2006. Ce chiffre d'affaires
inclut celui de Membrane Systems Corporation (MSC), société
californienne acquise en octobre 2006, spécialisée dans
le dessalement d'eau de mer et dans la filtration membranaire
  grands débits.

H2O Innovation

 

Monde 
 

 

 

 

Faire face à la pénurie

La Journée mondiale de l'eau, célébrée le 22 mars de chaque année, a pour thème en 2007 "Faire face à la pénurie d'eau". Le thème de cette année fait ressortir l'importance croissante de la pénurie d'eau dans le monde et la nécessité de renforcer l'intégration et la coopération afin d'assurer une gestion durable, efficace et équitable de ressources hydriques rares, que ce soit localement ou à l'échelle internationale. Lorsqu'on s'occupe des ressources hydriques limitées, il est indispensable de prendre en compte les considérations d'équité et de droits et les éléments d'ordre culturel et éthique. Qu'il s'agisse des déséquilibres entre les disponibilités et la demande, de la dégradation de la qualité des eaux souterraines et des eaux de surface, de la concurrence intersectorielle, des différends interrégionaux et internationaux, la question centrale est de savoir comment faire face à la pénurie d'eau. Le thème a été choisi par tous les membres d'ONU-Eau à la Semaine mondiale de l'eau, qui s'est tenue à Stockholm en août 2006. La FAO assure, pour la célébration de la Journée mondiale de l'eau 2007, la coordination pour l'ensemble des institutions et programmes des Nations unies qui sont membres d'ONU-Eau. Elle est aidée en cela par le Secrétariat d'ONU-Eau, qui est installé au Département des affaires économiques et sociales des Nations unies à New York.

Journée
mondiale de l'eau
- ONU-Eau

À

À

INITIATIVES

Une traversée du Sahara en courant pour défendre l'accès à l'eau

Trois hommes originaires du Canada, de Taiwan et des États-Unis ont parcouru en courant 7 500 km dans le désert du Sahara pour attirer l'attention sur le manque d'eau potable dans de nombreux pays qu'ils ont traversés. Ils ont relié Saint-Louis, au Sénégal, aux côtes égyptiennes de la mer Rouge en 111 jours, un trajet effectué à 98

% en courant. Ils n'ont marché que quand ils étaient malades ou que le relief était trop difficile. Charlie Engle, américain, Ray Zahab, canadien, et Kevin Lin, taiwanais, sont arrivés le 20 février dans la station balnéaire égyptienne d'An Soukhna. Après avoir quitté la façade atlantique de l'Afrique le 2 novembre dernier, ils ont traversé le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Niger, la Libye et l'Égypte. Deux véhicules tout-terrain chargés de carburant et d'eau les ont suivis mais sans tricherie aucune : "Nous n'avons à aucun moment utilisé un véhicule ou avancé sur une monture", a tenu à préciser Charlie Engle. Au Mali, ils n'ont pas pu trouver d'eau potable sur leur trajet pendant deux semaines entières et l'un des véhicules qui les suivaient a dû aller en chercher. Les trois hommes étaient soutenus dans leur démarche par ONE, un programme américain de lutte contre la pauvreté et le sida, mais ils n'avaient pas pour but de collecter des fonds. Information Reuters - 21-02-2007

À

France : le Prix 2006 de la Solidarité internationale d'Accern à l'ONG cambodgienne DEEP et à l'association 1001 Fontaines pour Demain

Créée en septembre 2004, l'association 1001 Fontaines pour Demain aide des petits villages isolés des pays du Sud à créer leur propre activité artisanale de production d'eau de boisson. Pour ces communautés (villages, foyer d'enfants, hôpitaux) qui ne verront sans doute jamais arriver le bout d'une canalisation et dont les membres n'ont souvent pas d'autre choix que de boire "l'eau de la mare", l'association 1001 Fontaines pour Demain a développé un procédé leur permettant de potabiliser de l'eau de surface (une mare, une rivière) et ainsi de pouvoir produire, par elles-mêmes, l'eau de boisson dont elles ont besoin. Ce procédé qui s'appuie sur une purification par ultraviolet (effet bactéricide) alimentée par énergie solaire permet de produire 2 000 litres par jour, correspondant à une consommation normale d'eau de boisson d'environ un millier de personnes et ceci à un coût extrêmement faible puisque le prix payé par les villageois est inférieur à 1 centime d'euro par litre. L'autre idée innovante du projet est qu'il est conçu pour durer. Le mode d'exploitation imaginé consiste à confier, dans la philosophie des projets de micro-finance, l'appareil à une famille pour qu'elle en fasse une activité économique : elle produit l'eau de boisson, la met en bonbonnes et la revend au sein du village de façon à ce que son "chiffre d'affaires" lui permette de vivre et d'entretenir son outil de production. Après des premiers projets réussis, dans une dizaine de villages du Cambodge (couvrant plus de 10 000 bénéficiaires) et menés en collaboration avec l'ONG locale DEEP (Développement et Éducation en Eau Potable), 1001 Fontaines pour Demain espère en 2007 introduire sa solution à Madagascar et au Vietnam. Chaque année, le Haut conseil de la coopération internationale, qui dépend

directement du Premier ministre, d'écarter son Prix de la Solidarité internationale des actions jugées exemplaires en matière de coopération Nord-Sud. 65 dossiers avaient été retenus cette année.

1001
Fontaines pour Demain - Reportage
TF1 20 heures

À

Action contre la Faim et Brita partenariat renforcé en 2007

Déjà partenaires en 2006, Action contre la Faim et Brita ont décidé de renouveler et de renforcer leur accord en 2007. Après le succès des opérations "produits-partage", qui ont permis de récolter 30 000 euros en 2006, Brita s'investit à long terme sur le projet mené par Action contre la Faim au Laos. Le cofinancement est garanti à hauteur de 150 000 euros pendant 3 ans ; il devra assurer l'hygiène alimentaire et sanitaire de 35 villages et de 200 000 personnes. Les fruits de l'opération 2006 ont été utilisés pour financer les fonds d'intervention d'urgence de l'association. Le leader mondial des purificateurs d'eau à usage domestique soutient par ailleurs l'action de l'UNICEF au Vietnam.

Action
contre la Faim

À

À

CARTON ROUGE

La campagne de Cristaline fait des vagues

"Qui prétend que l'eau du robinet a bon goût ne doit pas en boire souvent", le dernier slogan de la société Cristaline pour vanter son eau en bouteille. Un brin provocateur. Mais surtout "déroutant et malhonnête" selon Nelly Olin, la ministre de l'écologie, trahis en colère contre cette campagne de pub. "L'eau du robinet est contrairement systématiquement, c'est une eau de qualité", s'est insurgée la ministre n'excluant pas "des suites en justice". Le SEDIF, Syndicat des eaux d'Île-de-France, présidé par André Santini, estime la campagne "d'une violence rare" et précise : "sa vulgarité"

et son caractère mensonger tendent à la désinformation du public et jettent le discrédit sur la grande qualité de l'eau du service public en France". Le syndicat s'interroge aussi sur des articles parus dans la presse, selon laquelle, Cristaline aurait vendu, dans l'ouest de la France, de l'eau en bouteille puisée dans le réseau public. Il réclame un débat sur les chaînes TV du service public. La mairie de Paris et Eau de Paris ont pour leur part décidé d'engager une procédure pénale contre la société.

Communiqué
du MEDD -
18-01-2007

Communiqué
SEDIF - 18-01-2007

Le site Eau de
la Ville de Paris

Deux
affiches en cause - Sujets-d-actu

À

À

OUVRAGES PUBLICATIONS

L'alimentation en eau et les installations sanitaires
pour les personnes handicapées et autres groupes vulnérables

Plus de 500 millions de personnes dans le monde souffrent d'un handicap et la majorité vit dans la pauvreté au sein de communautés à faible revenu. Comment prendre en compte et répondre aux besoins de ces populations les plus vulnérables. Basé sur trois années de recherche internationale et de collaboration avec les organisations du secteur de l'eau et de l'assainissement et celles du handicap, ce livre interressera les planificateurs du secteur, les fournisseurs de services, les organisations oeuvrant dans les pays en développement en faveur des handicapés et groupes vulnérables (personnes âgées, femmes enceintes, enfants, malades).

L'alimentation
en eau et les installations sanitaires pour les personnes handicapées
et autres groupes vulnérables, Hazel Jones, Bob Reed, 320
pages, 32,95 livres Sterling, WEDC
Publications, Loughborough University (Royaume-Uni) -

ITDG Publishing

À

Pesticides. RÃ©vÃ©lations sur un scandale franÃ§ais

Ã© paraÃ®tre le 1er mars chez Fayard

Ils sont dans la rosÃ©e du matin sur les fleurs, dans l'eau de pluie, Ã Paris, Rennes, Marseille, Lyon, ou Bordeaux, dans les sources, dans les nappes les plus profondes, dans les sols, dans les pommes, dans le pain, dans le sang des nouveau-nÃ©s, dans le lait des mÃres, dans la graisse de nos corps dans l'air intÃ©rieur des maisons... Les pesticides sont partout, et leurs molÃ©cules s'attaquent directement Ã la vie des humains et de tous les Ãtres vivants. Jusqu'au dÃ©but de 2007, les responsables de ce dÃ©sastre sans prÃ©cÃ©dent pouvaient dormir tranquillement. Nul ne les connaissait. GrÃ¢ce Ã un livre, qui paraÃ®t chez Fayard le 1er mars, ce n'est plus le cas. Leurs deux auteurs, Fabrice Nicolino et FranÃ§ois Veillerette, sont reconnus. L'un est journaliste, l'autre responsable Ã©cologiste, ancien prÃ©sident de Greenpeace en France. Ils rÃ©vÃ©lent, dans le sens le plus fort de ce mot, un systÃ©me. Un systÃ©me nÃ© aprÃs 1945, grÃ¢ce auquel l'industrie des pesticides a pris le pouvoir, tous les pouvoirs. Ce livre donne des noms, tous les noms. Il met en accusation l'Inra et le ministÃ©re de l'Agriculture. Il explore une Ã une les mÃ©thodes du lobby, dÃ©nonce les congrÃs "scientifiques" truquÃ©s et le rÃle direct dans la dÃ©sinformation de Marcel Valtat, l'homme de l'amiante, celui qui a empÃªchÃ© son interdiction pendant des dÃ©cennies. Il raconte au passage le sort fait aux Antilles, dont certaines zones sont polluÃ©es pour des centaines d'annÃ©es, et la complicitÃ© de trÃs hauts fonctionnaires avec l'industrie dans le terrible dossier du Gaucho. Pour la premiÃ©re fois, le dossier des pesticides est ouvert... en grand.

Pesticides. RÃ©vÃ©lations
sur un scandale franÃ§ais, Fabrice Nicolino et FranÃ§ois
Veillerette - Ã©ditions
Fayard

ParallÃ©lement Ã sa sortie la revue L'Ã©cologiste
sort un dossier spÃ©cial : "Comment se passer des pesticides
?"

L'Ã©cologiste, nÃ° 21 - En kiosque jusqu'Ã
fin mars

Email : ecologiste@freesurf.fr

À

Enjeux phytosanitaires pour l'agriculture et l'environnement

Comment contrôler les résidus des pesticides ? Et plus loin, comment respecter les écosystèmes et éviter les bouleversements ? 77 auteurs, européens, africains et américains, ont participé à cet ouvrage de synthèse sur l'agriculture de demain. Après un examen approfondi des connaissances biopharmaceutiques sur les pesticides organiques, les stratégies alternatives pour l'agriculture durable sont présentées ainsi que les dimensions économiques et réglementaires qui encadrent les pratiques.

Enjeux phytosanitaires pour l'agriculture et l'environnement, coordonné par Catherine Regnault-Roger avec la collaboration de Gérard Fabres et Bernard JR Philogène, 1 088 pages, 180 euros - Éditions Tec & Doc Lavoisier

À

Anthropologie de l'irrigation, les oasis de Tiznit, Maroc

Dans cette région aride du sud-ouest marocain, l'eau et la terre s'imbriquent dans toutes les structures de la société : économique, politique, technologique, symbolique... Les tensions actuelles entre les producteurs de menthe pour le commerce et les agriculteurs traditionnels montrent que, si les sources d'eau s'épuisent, ce n'est pas le cas des conflits...

Anthropologie de l'irrigation, les oasis de Tiznit, Maroc, Toufik Faïta, 241 pages, 22 euros - L'Harmattan

À

Sur le thème de l'agriculture et du développement...

Le monde peut-il nourrir tout le monde. Sécuriser l'alimentation de la planète par Bernard Hubert et Olivier Clément - coédition IRD-QUAE

Le retour des paysans ? À l'heure du développement durable sous la direction de Laurent Auclair, Chantal Aspe et Patrick Baudot - Éditions IRD

Ils nous nourriront tous, les paysans du monde, si... par Louis Malassis, une coédition CIRAD, INRA, CEMAGREF,

IFREMER -
Agropolis
Museum

À

Agriculture et environnement : le parcours gagnant

Référence Environnement a publié en février un guide hors-série sur l'agriculture et l'environnement. 20 fiches pour décrypter la diversité biologique, l'entreprise agricole et la conduite des productions.

Référence
Environnement

À

Sécheresse et agriculture, réduire la vulnérabilité de l'agriculture à un risque accru de manque d'eau

La répartition récente des sécheresses, événements accidentels mais dont l'occurrence pourrait augmenter, a conduit le ministre chargé de l'Agriculture à confier à l'Institut national français de la recherche agronomique (INRA) une expertise scientifique collective sur les rapports entre sécheresse et agriculture. Cette expertise a permis d'étudier l'incidence de l'agriculture, irriguée et non irriguée, sur la ressource en eau, et d'explorer les voies du maintien et du développement d'une agriculture confrontée à la sécheresse. La synthèse est disponible sur Internet.

Sécheresse
et agriculture -
INRA

À

Météo et développement

Météo-France a profité de la session plénière du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui s'est réunie à Paris entre le 29 janvier et le 1er février, pour publier son premier rapport Développement durable 2005-2006.

Métro-France

À

Aquaculture continentale

Cet ouvrage d'autoformation s'adresse aux professionnels souhaitant s'orienter vers une activité piscicole. Huit séquences permettent d'acquies les connaissances de base pour : identifier les différents éléments constitutifs d'un étang (sol, eau, ouvrages) ; appréhender la faune et ses relations avec les principaux paramètres du milieu ; gérer la flore en vue d'une gestion pérenne du plan d'eau ; identifier son environnement commercial et réglementaire et en déduire les espèces et les systèmes de production adaptés ; raisonner la mise en charge en tenant compte des caractéristiques biologiques, commerciales et réglementaires ; conduire les différentes activités du système de production ; planifier et organiser la récolte du poisson en tenant compte des facteurs économiques, techniques et réglementaires ; assurer la promotion de ses produits. Publics : stagiaires, agriculteurs souhaitant diversifier leur activité, propriétaires de plans d'eau.

Aquaculture continentale, Gilles Cadieu, Jean-François Suat, 300 pages, 25 euros, collection Métiers et activités en milieu rural - Éducagri Éditions

À

Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté

L'ouvrage présente les enjeux et les enseignements méthodologiques d'une expérience visant à mesurer les nouvelles dimensions du développement. Des modules thématiques sur la gouvernance, la démocratie et les multiples dimensions de la pauvreté ont été greffés sur des enquêtes auprès des ménages réalisés par les instituts de la statistique de 12 pays en développement, africains et latino-américains.

Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté - Ministère des Affaires étrangères France

À

Dynamiques périurbaines : population, habitat et environnement dans les périphéries des grandes métropoles

Programmes et textes des communications présentées lors d'ateliers internationaux sur la question des dynamiques périurbaines à l'œuvre dans les périphéries des grandes métropoles indiennes.

CD-Rom
Dynamiques périurbaines,
Véronique Dupont, Valérie Golaz - Collection
les numériques du CEPED

À

À

FILMS

Expédition Yangtsé, 4 500 kilomètres
en moto à travers la Chine

Il n'a pas encore de nom, mais je passe 18 minutes, c'est le pilote d'un futur documentaire de 52 minutes imaginé par Geoffroy de La Tullaye, l'un des deux frères hydrotrotters, partis pendant 14 mois autour du monde à la rencontre des initiatives des associations et des entreprises pour l'eau.

Visionner
le pilote -
Google

À

Our
Dailly Bread - Nikolaus
Geyrhalter

KMBO,
qui distribue Our Daily Bread, s'est engagée
  reverser 5 % des bénéfices du film sur
ses recettes salles à des associations impliquées
dans la mise en place et la promotion d'une agriculture
raisonnable et biologique.

En salles depuis le 14 mars.

Our Daily
Bread - KMBO

 

Notre pain quotidien - On pourrait encore
aller plus en suppliant : "pardonnez-nous nos offenses".
Mais l'appétit de l'Occident est insatiable.
Nikolaus Geyrhalter lève le voile qui nous sépare
des coulisses où l'on transforme la nature pour la
conduire à nos assiettes. On y découvre tout ce que
nous soupçonnions sans oser y penser : un spectacle terrifiant.
Un plan large sur notre surconsommation et la productivité
ultra intensive mise à son service. Autrichien, Nikolaus
Geyrhalter a auparavant réalisé Elsewhere
- une fresque sur les habitants des contrées lointaines,
Pripyat - ville fantôme voisine de Tchernobyl,
The year after Dayton - témoignage d'une
lente tentative de reconstruction en Bosnie-Herzégovine,
mais aussi échoués sur le rivage - documentaire
en noir & blanc sur le Danube. 

 

 

INTERNET

Une caravane pour l'eau

Caravaneau se veut un espace de rencontres humaines pour artistes, conteurs et même les chercheurs, tous inspirés par l'eau.

Caravaneau

À

À

DISTINCTIONS

6^{ème} Trophée Terre de Femmes

La Fondation Yves Rocher, associée à l'Institut de France, organise son 6^{ème} Trophée Terre de Femmes. Parmi les lauréates 2007, citons : Farida Hammani qui souhaite implanter un jardin au sein de la Maison des Femmes d'Agadez au Niger ; Thérèse Touré qui a conçu une programme d'alphabetisation scientifique et pour la protection environnementale dans la zone de Mandou au Mali ; Florence Moser qui travaille sur la mise en place d'un modèle de développement permettant d'améliorer le niveau de vie des indigènes en sauvegardant les ressources de la forêt amazonienne.

Fondation
Yves Rocher

À

Doctorante de L'Oréal France

L'Oréal France lance 10 bourses avec le soutien de la Commission nationale française pour l'UNESCO et l'Académie des Sciences pour aider les étudiantes françaises à poursuivre leurs études de doctorats en France et favoriser l'accès des femmes aux carrières scientifiques.

Appel
À candidatures ouvert jusqu'au 15 mai 2007 -
Pour
les femmes et la science

À

E-EDUCATION

L'eau au cœur d'une journée européenne d'échanges sur les usages des nouveaux outils numériques pour l'enseignement

Le 28 mars 2007, le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, son Agence départementale du numérique et le Rectorat de Bordeaux proposent une grande journée européenne d'échanges sur les usages des nouveaux outils numériques pour l'enseignement. La thématique de l'eau y sera largement représentée. Les diverses disciplines - l'Histoire-Géographie, les Sciences de la vie et de la terre, la Technologie, les Lettres ou les Langues - ont été réunies autour de ce projet pilote pour développer une connaissance à plusieurs dimensions de l'eau, son rapport aux hommes et à leur histoire, son rapport au territoire, à l'environnement. À cet effet, les enseignants ont proposé à leurs collègues d'utiliser les nouveaux outils numériques : relevés de terrain, relevés GPS, données cartographiques, sons et photographies, etc. Des ateliers et des conférences permettront aux participants de découvrir et d'échanger leurs expériences, leurs applications et leurs usages dans les collèges des Pyrénées-Atlantiques. Des réalisations qui ont toutes en commun la simplicité d'usage et l'utilité au sein de la classe seront présentées.

Journée
e-éducation -
mercredi

28 mars 2007 - collège d'Endarra (Anglet)

L'expérience sera ultérieurement présentée par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques à l'exposition internationale Saragosse 2008 organisée sur le thème de l'eau et du développement durable.

À

À

Europe
top

La BEI et le secteur de l'eau

La Banque européenne d'investissement (BEI) vient de publier le rapport de son activité dans le secteur de l'eau. Depuis sa création, en 1958, la Banque a prêté 30,3 milliards d'euros en faveur de 651 projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, tant dans l'Union européenne (UE) que dans les pays partenaires (PP). Au cours des dix dernières années, elle a aussi intensifié ses opérations en faveur du secteur avec une moyenne annuelle de 1,6 milliard d'euros de projets. Depuis 2001, la Banque a prêté 6,9 milliards d'euros en faveur du secteur de l'eau dans 18 pays de l'UE-25 (plus l'Islande). Dans plusieurs d'entre eux, elle est aussi le principal bailleur de fonds du secteur. La Banque apporte son concours à des compagnies des eaux du secteur privé et à des opérations de financement de projets, ainsi qu'à des emprunteurs du secteur public. Au cours des dix dernières années, le principal élément moteur des investissements a été le renforcement des normes de qualité environnementale de l'UE, s'agissant en particulier des directives communautaires relatives à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, à la qualité de l'eau potable et aux eaux de baignade. À l'avenir, le principal moteur sera la directive-cadre sur l'eau, qui vise à promouvoir une gestion durable des ressources en eau grâce des plans de gestion intégrée des bassins fluviaux, avec l'objectif d'atteindre un "bon état écologique" pour toutes les masses d'eau dans l'UE d'ici à 2015. La majorité des prêts restera destinée à des emprunteurs "sub-statiques", et plus de la moitié des opérations réalisées par la Banque dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement sont conclues avec des promoteurs du secteur privé. Le durcissement des normes communautaires envisagé par la directive-cadre crée de nouveaux défis. Il est probable que des ressources financières bien plus importantes seront nécessaires pour accroître le traitement tertiaire, réduire la fréquence des trop-pleins d'eaux de ruissellement et l'impact des captages sur le faible débit des cours, et atteindre des niveaux d'efficacité opérationnelle accrus compatibles avec les normes de santé et de sécurité.

Site
de la BEI

À

Facilité ACP-UE pour l'eau - 2^eme
appel

Le 16 février, la commission européenne a approuvé la sélection finale : 78 propositions bénéficieront d'une subvention du 9^{ème} fond européen de développement (FED). Le montant total de ce cofinancement s'élève à 190 millions d'euros.

Les résultats
définitifs - sur
le site de l'AFD

Facilité
ACP-UE pour l'eau

À

France

177 euros par personne et par an

c'est le montant moyen de la facture d'eau des foyers
français

La consommation domestique d'eau atteint en moyenne 165 litres par habitant et par jour en 2004, pour un prix moyen de 3 euros le m³ dans les communes dotées d'un assainissement collectif. Tels sont les chiffres de la dernière étude de l'IFEN - Institut français de l'environnement.

Les tarifs varient du simple au double entre les départements de Métropole : les plus élevés concernent l'ouest et le nord, les plus bas sont pratiqués en Rhône-Alpes et en Auvergne. La dispersion tarifaire est bien plus forte entre communes : 10 % d'entre elles facturent le m³ d'eau moins de 1,30 euros et autant font payer plus de 4 euros. Le coût de l'abonnement lui-même peut aller de 56 euros en moyenne à plus de 100 euros, comme en Corse et en Provence. La proximité de la ressource, sa qualité, la densité de la population desservie sont autant de facteurs explicatifs des tarifs. Les eaux superficielles sont plus faciles d'accès mais sont généralement l'objet de traitements plus complexes et plus coûteux que les eaux souterraines. Les tarifs du service public de l'eau diffèrent aussi selon les modes d'organisation et de gestion : dans une organisation strictement communale offrant un traitement des eaux usées, le m³ est payé en moyenne 2,59 euros contre 3,19 euros dans une organisation intercommunale qui développe en général des technologies plus complexes facilitant la mise aux normes.

La
facture d'eau domestique 2004 - IFEN

À

Pour un vrai service public de l'eau à Paris

À la fin de cette année, la Ville de Paris fera le choix de l'organisation et du mode de gestion de son service public de l'eau, les contrats de distribution arrivant à échéance en 2009. Pour Anne Le Strat, conseillère de Paris, cette échéance est l'opportunité de rebâtir un service public local de l'eau en consolidant les compétences techniques et les savoir-faire existants. La responsable s'exprime dans le numéro de mars du magazine de la Mairie, à Paris, et rappelle que le Groupe des Verts, auquel elle appartient, continuera "de défendre le choix d'un opérateur public assurant à la fois la production et la distribution, dans un souci de service public de qualité, à un coût maîtrisé, à l'écoute des consommateurs et dans une approche de développement soutenable". "L'eau est un bien public commun dont la gestion doit obéir à l'intérêt général et des usagers et non obéir à des logiques d'intérêts privés et de rendement des actionnaires". On l'aura compris, la bataille avec les industriels va être serrée, ou pour le moins... "capitale".

Eau-Paris.fr

À

Le Département de Seine-Maritime initie un Contrat d'objectifs de gestion de l'eau

Le Département de Seine-Maritime formalise dorénavant ses engagements auprès des gestionnaires de l'eau par un Contrat d'objectifs de gestion de l'eau (COGE), conclu pour une durée de 3 à 5 ans. Cette démarche partenariale est une première en France, initiée par Didier Marie, Président du Département de Seine-Maritime pour qui il s'agit de mieux coordonner la gestion de l'eau et d'optimiser son financement : il y a, dans le département, 170 syndicats maîtres d'ouvrage représentant 500 millions d'euros d'investissements. Le COGE rassemble tous les acteurs à l'échelle d'un même bassin versant, garantissant ainsi la cohérence de toutes les actions (eau potable, assainissement, rivières, lutte contre les inondations, etc.) dans une logique de gestion globale et intégrée. Le premier contrat a été signé pour le bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec, 20 autres suivront d'ici à la fin de l'année 2007. Cette démarche est soutenue financièrement par l'Agence de l'Eau.

Conseil général de Seine-Maritime -
01-02-2007

À

Inauguration de la station d'Épuration de Grasse Roumiguières : une première technologique en France au service de la protection de l'environnement

Samedi 17 mars, la ville de Grasse (Alpes-Maritimes) a inauguré sa nouvelle station d'Épuration qui met en œuvre un procédé de traitement unique en France permettant d'obtenir une dépollution des eaux usées supérieure aux solutions classiques. Pour préserver un environnement classé "milieu sensible", Grasse a décidé de se doter d'une usine de traitement des eaux usées équipée d'un "réacteur membranaire biologique". Cette technologie de pointe, développée par Degrémont, filiale de Suez Environnement, associe un traitement biologique à une filtration des eaux usées à travers des membranes organiques. Les membranes constituent une barrière physique qui arrête les bactéries et les différents éléments en suspension dans l'eau, sans ajout de réactif. Cette technologie mise en œuvre à Grasse fait figure d'exemple parce qu'elle ouvre une nouvelle voie en matière de réutilisation des eaux usées en France.

Communiqué
Suez Environnement -
17-03-2007

À

Solidarité-eau : pourquoi pas vous ?

Que représente l'aide au développement des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau ? Les Français sont-ils prêts à aider les pays pauvres à s'équiper en eau potable ? L'établissement publics et collectivités territoriales peuvent-ils être des acteurs crédibles du développement aux côtés des États ? Que s'est-il passé depuis l'adoption de la loi Oudin-Santini du 9 février 2005 ? Le SEDIF - Syndicat des eaux d'Île-de-France, et l'AFD - Agence française de développement, invitent les collectivités et ONG à plancher sur la coopération décentralisée : au Palais du Luxembourg le vendredi 9 mars 2007 à 14h15 au Palais du Luxembourg.

SEDIF
- AFD

À

Première sortie pour la nouvelle Fédération nationale pour la pêche en France

La nouvelle saison de pêche débute le 10 mars prochain avec l'ouverture de la pêche à la truite. Un point de départ qui marque également les premiers pas de la nouvelle Fédération nationale pour la pêche en France et la protection du milieu aquatique (FNPF), créée par la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et officiellement constituée depuis le 5 février 2007. Avec la tête de plus d'1,6 million de pratiquants de la pêche de loisir en eau douce en France, la FNPF s'engage dans une forte dynamique d'augmentation des effectifs, étroitement liée à la préservation des milieux aquatiques. La nouvelle structure tisse de nouveaux partenariats et s'engage dans une stratégie de communication articulée autour de la signature : "Avec la pêche, retrouvez votre nature !", un slogan qui permet également à la FNPF de souligner le rôle citoyen des pêcheurs qui, lorsqu'ils achètent leur carte de pêche, acquittent la Cotisation Pêche Milieu Aquatique (CPMA) dont la Fédération assure désormais la gestion pour, notamment, financer les actions de préservation et d'entretien du patrimoine piscicole français.

Fédération nationale pour la pêche en France

À

Votez pour l'environnement

Le photographe Yann Arthus-Bertrand et la société Patagonia (vétements outdoor) appellent à voter pour la défense de l'environnement. Cette campagne est inspirée de celle menée par la maison mère de Patagonia, basée en Californie, lors des élections américaines de novembre 2004. Avec un message similaire : "Vote the Environment", Patagonia s'engageait indirectement dans la campagne présidentielle qui opposait à l'époque George W. Bush et John Kerry. Pour les élections françaises, Patagonia a décidé de prendre la parole et de s'associer avec Yann Arthus-Bertrand, lui aussi engagé contre les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète via l'association GoodPlanet.org qu'il a créée en 2005. La campagne a lancé depuis janvier dans plusieurs magazines de sport et de randonnée au travers une série de 5 visuels diffusés.

GoodPlanet

À

Les Castors à la Cité des Sciences

Le lundi 2 avril 2007, 6 classes lauréates du jeu-concours

"Les Castors d'Île-de-France" joueront sur scène leurs sketches créés en classe sur le thème de l'eau au Forum Spectacle "Les Castors d'Or" à la Cité des Sciences et de l'Industrie. Le public, près de 400 élèves de 7 à 11 ans accompagnés de leurs enseignants, votera pour les meilleures représentations qui seront récompensées par André Santini, président du Syndicat des eaux d'Île-de-France et député-maire d'Issy-les-Moulineaux.

Les
Castors d'Île-de-France

À

Jardins d'eau

Classés "Jardin remarquable" par le ministre de la Culture, Les Jardins de Rivau, près de Chinon, organisent, les 2 et 3 juin, deux journées de fête sur le thème de l'eau. Les jardins seront ainsi mis en scène autour du thème de l'eau et de multiples jeux et divertissements seront organisés, mais aussi des conférences sur : la gestion écologique de l'eau, les paysages d'eau en Val de Loire, la gestion de l'eau des milieux naturels humides, les plantes peu exigeantes en eau tout savoir sur les cactus, en plus d'une exposition l'Agence de l'Eau, "Derrière mon robinet, coule une rivière".

Château
du Rivau

À

À

Afrique
top

Dossier MAROC

L'Alliance Maghreb-Machreq et la Fondation socialiste pour les études, les recherches et la formation ont organisé fin février à Casablanca, un forum sur la gouvernance de l'eau.

Plusieurs articles dans la presse font le point sur les débats et actions en cours.

À

Gestion de l'eau - Au Maroc, les textes de base qui régissent l'intervention des opérateurs des services d'eau sont essentiellement la loi 78-00 formant charte communale. Cette charte a attribué à la commune une compétence générale en matière des services de proximité : c'est elle qu'il revient le soin de créer, d'organiser et de gérer ces services. La loi 54-05 relative à la gestion d'infrastructures des services publics est plus récemment venue définir le cadre des contrats de gestion d'un service public. Les opérateurs qui assurent aujourd'hui la distribution eau-assainissement sont l'ONEP, 13 régies communales, plus 4 sociétés d'égoutiers. Deux types de mesures structurelles visant l'amélioration des services ont aussi été adoptés : il s'agit d'une part de l'intercommunalité qui devrait permettre la réalisation de projets viables et équilibrés dans des programmes très optimisés ; et d'autre part, de la mise en place d'un cadre institutionnel de coordination et de contrôle des services d'infrastructures. Enfin, pour améliorer la gestion de l'eau, les responsables de l'intérieur orientent aujourd'hui leur réflexion sur de nouvelles pistes, parmi lesquelles la responsabilité communale (une contractualisation qui définirait les objectifs de performance, la conservation du patrimoine, l'identification des engagements ainsi que la programmation des réalisations) mais aussi la pérennisation des financements (la mise à disposition de ressources financières durables et la tarification appropriée).

Les grandes lignes de la politique de la direction des services concédés, Libération (Casablanca) - AllAfrica 04-03-2007

À

Efficacité économique et justice sociale
- En plus d'un bilan de 10 ans d'application de la loi 10-95, la Fondation socialiste estime indispensable un état des lieux permettant d'appréhender les alternatives possibles. La fondation souhaiterait savoir dans quelle mesure il est possible de combiner les critères d'efficacité économique avec les critères de la justice sociale. Comment faire en sorte qu'on n'entre ni dans des considérations utopiques ni dans du réalisme douloureux ? Comment faire pour que la cogestion, la gouvernance puissent se faire dans un climat de justice sociale, de responsabilité, de mobilisation et de participation à la co-gestion ?

Efficacité

 conomique et justice sociale, Mohamed Guessous, Libération
(Casablanca) - AllAfrica
04-03-2007

 

La nécessité d'une réflexion
futuriste - La situation critique des ressources
hydriques au Maroc nécessite des consensus, mais plus encore
: une réflexion futuriste. Des intérêts contradictoires
opposent les différents usagers de l'eau : villes,
campagnes, industrie, tourisme... et c'est dans ce cadre que s'inscrit
la politique publique et notamment l'engagement des pouvoirs publics
  soutenir les agriculteurs (responsables de 80 % de la consommation
nationale)   se doter d'équipements modernes susceptibles
d'économiser l'eau. Si le dialogue est aussi la seule voie,
ce dialogue doit être se fonder sur des perspectives claires
dont : l'économie d'eau, la consolidation du réseau
d'irrigation, la lutte contre la pollution, la réutilisation
des eaux après traitement, le dessalement de l'eau de mer...

La problématique
de l'eau exige une réflexion futuriste, Mohamed Kadimi, Libération
(Casablanca) - AllAfrica
26-02-2007

Voir aussi :

L'intervention de Mohamed Elyazghi, ministre de l'Aménagement
du territoire, de l'Eau et de l'Environnement, Libération
(Casablanca) - AllAfrica
04-03-2007

 

Dossier ALGERIE

Tizi Ouzou - La wilaya compte le réseau
le plus étendu du pays en matière d'eau potable avec
un taux de raccordement qui avoisine les 100 % et un taux de raccordement
  l'assainissement de l'ordre de 80 %. Des dizaines d'opérations
d'amélioration des réseaux existants et d'autres de
renforcement des ouvrages hydrauliques sont lancés et leur
réception est prévue à brève ou moyenne
 ch ance, selon M. Abbas, directeur de l'hydraulique
de la wilaya.

Oran - Les averses des mois de janvier et
de février derniers ne semblent pas avoir affecté
le plan de distribution de l'eau de la wilaya d'Oran puisque celle-ci
demeure d'un jour sur deux et d'un jour sur quatre, selon les communes
et les quartiers. Dans une déclaration fin 2006, le ministre

de tutelle avait annoncé que les mesures de rationalisation (prises mi-novembre) devraient probablement subsister jusqu'à la fin de l'année 2007. En réalité sur l'achèvement de 4 grands projets (les 3 stations de dessalement de Mers El Hadjadj, de Mostaganem et de Sidi Djelloul plus projet de transfert Mostaganem-Arzew-Oran) devrait marquer le bout du tunnel. Achèvement prévu courant 2008 et 2009.

Constantine - D'abord connaître la quantité d'eau produite avant de quantifier les fuites. "Rhabiliter le réseau d'eau potable du groupement urbain de Constantine, c'est certainement la meilleure des mesures prises par les pouvoirs publics mais encore faudrait-il que les entreprises concernées sachent maîtriser la gestion". Les propos tenus par un expert étranger trouvent leur explication dans le fait que le secteur de l'hydraulique n'a jamais abordé la question de l'eau ou de sa disponibilité autrement que par sa rareté. Seuls 40 % des foyers sont dotés d'un système de comptage et la facturation se fait encore au forfait pour la plus grande partie de la population locale.

Plan
ambitieux des services de l'hydraulique de Tizi Ouzou, Lakhdar Siad,
La Tribune (Alger) - AllAfrica
05-03-2007

L'eau à Oran, une situation inchangée, Samir Ould
Ali, La Tribune (Alger) - AllAfrica
05-03-2007

Déficit en eau dans la wilaya de Constantine, A. Lemili,
La Tribune (Alger) - AllAfrica
05-03-2007

À

Sénégal

Subventions de 1,5 milliard de francs de l'UE en faveur de l'OMVS

La Commission européenne a accordé deux financements à l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs CFA (plus de 2,28 millions d'euros) de subventions. Ces financements sont alloués par le biais de la Facilité ACP-UE dans le but de contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Selon le chef de la délégation de l'UE au Sénégal, le premier projet signé a pour objectif la mise en place d'un schéma d'aménagement et de gestion des Eaux et Forêts Sénégal. Le projet vise à améliorer la disponibilité en eau en quantité suffisante pour le développement durable des activités productives et contribuer par-delà à l'amélioration des conditions de vie des populations dans ces zones. Le second projet fait quant à lui intervenir plusieurs coordonnateurs dont le ministre français des Affaires étrangères.

Le projet vise la mise en place d'un système panafricain d'information sur l'eau. Ce système aura pour but de favoriser la collecte et la mise en réseau des différentes connaissances en matière de gestion locale de l'eau pour mieux les partager et les promouvoir au niveau continental. Ces accords de financement intervient après l'octroi de deux subventions aux ONG ACRA et World Vision, toujours dans le cadre du premier appel à propositions de la facilitation ACP-UE pour l'eau.

L'article
de Pape Sanor Dramé, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica
03-03-2007

 

Appui de la commission européenne à World
Vision Sénégal

World Vision Sénégal a reçu un important don de la Commission européenne dans le cadre de la facilité européenne pour l'eau destinée aux pays ACP (ACP-EU Water Facility), prévu à hauteur de plus de 3,5 millions d'euros pour une durée de 4 ans (2007-2010). Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés par le biais d'une meilleure accessibilité à l'eau et à la santé, mais surtout par l'accroissement des revenus de la productivité agricole et des capacités de gestion dans un processus de partenariat entre les différents acteurs. La focalisation des activités par zones, par groupes de villages est recherch e dans le souci d'avoir un effet d'impact plus grand et plus durable. Le projet s'étend dans 6 régions du Sénégal : Logua, Thi s, Diourbel, Fatick, Kaolack et Kolda, couvrant au total 150 villages dans lesquels World Vision intervient à travers ses programmes de développement zonal. Rappelons que World Vision Sénégal est la section nationale de l'organisation chrétienne World Vision International ; elle intervient dans plusieurs domaines et a été particul rement active lors de la sécheresse de 1983-84. Pendant plus de 15 ans, l'eau a été considérée par cette structure comme un point d'entrée dans les communautés. C'est ainsi qu'aujourd'hui, après 20 ans de présence au Sénégal, World Vision a réalisé 657 forages qui ont été équipés de pompes manuelles, de pompes solaires, ou encore de motopompes.

L'article
de Eugène Kaly, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica
10-03-2007

 

L'eau, une boisson mal appréciée

Boire de l'eau tous les jours. Un plaisir peu partagé. À Douala, la consommation de l'eau au quotidien pose le débat de sa potabilité.

Le reportage
de Vanessa Nana, Le Messenger (Douala) - AllAfrica
08-03-2007

À

Eau,
téléphone et électricité... Les
opérateurs surfacturent

Les réunions de concertation organisées les 5 et 6 mars au ministère du Commerce ont été l'occasion de dévoiler les griefs à l'encontre des opérateurs : la SNEC, AES-Sonel, Camtel, Orange Cameroun et MTN, qui sacrifient les intérêts des consommateurs, constamment floués. Pour le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, la situation doit changer : il faut parvenir "à une stabilisation générale du niveau des prix tout le long de l'année 2007, avec le concours de tous".

Le compte-rendu
de Marie-Noëlle Guichi, Le Messenger (Douala) - AllAfrica
09-03-2007

À

La SNEC dépassée par la demande

Les infrastructures actuelles de fournir à Douala 115 000 m³ d'eau. Il faudrait 250 000 m³ supplémentaires pour répondre aux besoins de la population. Avec un investissement de 50 milliards francs CFA, la Chine s'est engagée depuis 2006 dans un projet d'amélioration et de renforcement de la fourniture de l'eau potable dans la ville de Douala. Le projet intègre deux phases : la première, dont les travaux vont durer un an et d'une valeur de 13,5 milliards de francs CFA, porte sur la construction d'une nouvelle station de production d'une capacité de 50 000 m³ par jour sur le fleuve Moungo. Des forages urbains, ainsi que la réhabilitation des stations de production de Japoma et de Massoumbou sont aussi prévus. La deuxième phase évaluée à 35 milliards de francs CFA aura pour objet l'extension de l'usine du Moungo à une capacité de 150 000 m³ et la construction de plusieurs réservoirs de stockage et de châteaux d'eau, ainsi que la pose des canalisations de transport appropriées. Capitale économique du Cameroun, Douala n'a jamais bénéficié d'adduction d'eau

À la dimension de sa poussée démographique, contrairement à Yaoundé.

L'article
de Mathieu Nathanaël Njog, Le Messenger (Douala) - AllAfrica
28-02-2007

Voir aussi :

L'interview de Albert Bias, directeur régional de la
Snec Yaoundé-agglomération, Cameroon Tribune (Yaoundé)
- AllAfrica
28-02-2007

À

Maurice

Parer au risque de marées noires

Le pays est-il suffisamment armé pour faire face à une marée noire ? Les avis divergent. Un exercice de simulation de contrôle et de dispersion d'une marée noire sera organisé en mai dans les eaux mauriciennes avec la participation de la marine française. Les garde-côtes du pays, la Special Mobile Force, les autorités portuaires et le ministère de l'Environnement auront à démontrer leur capacité à contenir une marée noire dans des barrages flottants, en haute mer et dans le lagon. Le pays dispose à cet effet de deux barrages flottants de 500 mètres chacun, plus de deux écouloirs (skimmers) permettant d'aspirer l'huile lourde et d'un avion Dornier normalement apte à élargir du dispersant sur les hydrocarbures qui auraient échappé au barrage. Selon une convention signée par Maurice, les autorités locales devront s'occuper seules d'un déversement ne dépassant pas 10 000 tonnes. Au-delà de ce tonnage, Maurice peut faire appel à une aide régionale ; à 200 tonnes, une aide internationale est aussi garantie. Mais des techniciens du ministère de l'Environnement estiment que le pays est en réalité mal équipé pour gérer un déversement de 10 000 tonnes d'hydrocarbure sur ses côtes.

L'article
de Raj Jugernauth, L'Express (Port-Louis) - AllAfrica
09-03-2007

L'article de Premila Dosoruth, L'Express (Port-Louis)
- AllAfrica
09-03-2007

À

Mayotte

Création d'une réserve naturelle nationale

Les autorités fran saises viennent de créer la réserve naturelle nationale de l'îlot Mbouzi. Situé dans l'archipel de Mayotte, au sein de l'océan indien, l'îlot Mbouzi se trouve au cœur du lagon entre les deux  les principales et à proximité de leurs pôles urbains : Mamoudzou et Dzaoudzi-Pamandzi. Outre une partie terrestre s'étendant sur 82 hectares, la réserve naturelle comprend également une partie marine d'une superficie de 60 hectares. C'est un îlot essentiellement bois  et à fort relief qui constitue un élément structurant essentiel du paysage mahorai. Il est aussi exceptionnel par la richesse de ses habitats et des espèces présentes : 25 espèces endémiques de flore, 22 de faune et 11 de microfaune ; et trois écosystèmes restés un très bon état de conservation - la frange littorale, la mangrove et la forêt sèche naturelle.

Communiqué
du MEDD -
01-02-2007

 

Réunion

Neuvième parc national

Ce neuvième parc national fran sais, implanté sur l'un des 25 "points chauds" de la biodiversité mondiale et intégrant un des volcans les plus actifs de la planète, a des caractéristiques hors du commun. Tout comme le nouveau parc amazonien de Guyane, sa création a été rendue possible par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux, votée à l'unanimité.

C'est aussi la première fois que la France, qui n'avait plus créé de parcs nationaux depuis 18 ans, crée un parc national dans un contexte géographique fortement contraint et à fort dynamisme démographique. Ce vaste espace protégé s'ajoute aux deux réserves naturelles nationales existantes et à la récente réserve naturelle nationale marine, créée par décret du 21 février dernier, qui assure la protection des milieux coralliens et des ressources halieutiques sur une superficie de 3500 ha. Il s'intègre donc dans un dispositif cohérent visant à préserver les écosystèmes terrestres et la biodiversité marine de l' le.

MEDD -
06-03-2007

Â

Â

Asie
top

Chine

Des scientifiques d'annoncent la qualité de l'eau potable

La Chine souffre de sérieux problèmes d'eau potable, et ce davantage du fait de la pollution que de la disponibilité, d'annoncent des scientifiques de l'Académie des Sciences de Chine. Environ 190 millions de résidents ruraux boivent de l'eau contenant des substances nocives excessives et 36 % des sources d'eau potable pour les résidents urbains n'atteignent pas les normes, selon la même source.

Agence Xinhua - China.org.cn
03-03-2007

Â

Protection des écosystèmes dans la zone du barrage des Trois-Gorges

Monsieur Huang Qifan, député de l'Assemblée populaire nationale (APN) et maire adjoint charg  des affaires courantes de Chongqing (ville de l'ouest de la Chine), a accordé le 4 mars dans la matinée une interview   china.org.cn durant laquelle il a évoqué la protection de l'écosystème dans la zone du barrage des Trois-Gorges. Selon lui, la protection des écosystèmes a été sensiblement augmentée depuis après l'achèvement du barrage. Alors qu'il y a dix ans, l'effluent de Chongqing se jetait directement dans le Yangtz  sans être traité au préalable, les eaux usées sont aujourd'hui traitées de façon efficace : le

taux de traitement est de 70 % et dépasse par là la moyenne nationale. En 2010, ce taux devrait atteindre plus de 90 %. M. Huang a ajouté que les ordures sont également enterrées de façon plus hygiénique. Auparavant, 20 % des ordures de Chongqing étaient entassées dans les vallées. Après les précipitations, les eaux polluées par les ordures coulaient de ces vallées. Maintenant, des lieux d'ensevelissement et des incinérateurs d'ordures sont utilisés pour traiter les déchets. Le taux de traitement s'élève actuellement à 90 %. Le responsable a aussi insisté sur la promotion de la protection de l'environnement urbain. Pour remédier au bruit et à la pollution de l'air, Chongqing a lancé quatre opérations pour purifier le ciel, l'eau, réduire les nuisances sonores et augmenter les espaces verts. Depuis dix ans, Chongqing a injecté plus de 50 milliards de yuans (plus de 4,8 milliards d'euros) dans la protection de l'environnement et de l'écosystème. Dans les cinq ans à venir, la ville investira encore 50 milliards de yuans dans ce domaine.

China.org.cn -
07-03-2007

À

Lancement d'une exposition annuelle sur l'eau

La Chine envisage d'organiser une exposition annuelle sur l'eau, la première étant prévue en octobre, pour promouvoir les méthodes efficaces pour la conservation de l'eau, selon le ministre des Eaux. L'Exposition sur l'Eau 2007 se tiendra à Suzhou, principale ville de la province du Jiangsu (est du pays), du 31 octobre au 3 novembre. Avec une surface d'environ 20 000 m², l'exposition présentera les technologies et produits en matières d'approvisionnement, de préservation et de contrôle, a fait savoir Li Zantang, secrétaire général du comité de l'exposition. Actuellement, les ressources d'eau par personne sont de 2 200 m³ en Chine, représentant seulement un quart de la moyenne mondiale. Selon les dernières statistiques, au moins 320 millions de Chinois, dont la majorité vivent dans les régions rurales, buaient une eau impropre en 2006.

Agence Xinhua - China.org.cn
14-03-2007

À

Indonésie

Le service eau assuré pendant les inondations de Djakarta

Malgré les coupures de courant électrique, Palyja, la filiale indonésienne de Suez Environnement et opérateur des services d'eau pour la partie Ouest de Djakarta, a assuré

80 % de sa production d'eau lui permettant ainsi de garantir un service quasi normal pour plus des trois-quarts de la population de la zone. Des équipes ont assuré la gestion des usines 24 heures sur 24 pour veiller à la qualité sanitaire de l'eau distribuée et maintenir le service. En complément, 23 camions-citernes effectuaient des rotations incessantes pour approvisionner en eau les établissements prioritaires comme les écoles et les hôpitaux qui n'ont plus accès à l'eau.

Suez Environnement

À

À

Amériques
top

Ontario

Le secteur de l'eau potable proposé aux écoles du secondaire

Une forte demande est prévue en raison de l'expansion du secteur et des départs à la retraite, aussi le gouvernement de l'Ontario a décidé d'encourager les écoles du secondaire vers les domaines du traitement et de la distribution d'eau potable. Le Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau a réalisé des dossiers d'information sur le secteur de qui seront distribués dans plus de 55 écoles secondaires rattachées au conseil scolaire de la région de l'Ouest de l'Ontario (Western Ontario Regional School Board). Le centre forme les personnes qui s'occupent des réseaux de distribution d'eau potable. Il fait aussi des travaux de recherche et met à l'essai des techniques pour le secteur de l'eau potable. Son bureau principal se trouve à Walkerton. Ses services sont offerts partout dans la province.

Environnementt Ontario - 02-03-2007

À

Conférence
sur la coopération en Afrique dans le secteur de l'eau

L'Institut de l'environnement de l'Université d'Ottawa organise en partenariat avec l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-ETE) de l'Université du Québec, l'Institut de la Science, la Fondation africaine de l'eau et de la santé (FAES) une conférence sur la coopération en Afrique dans le secteur de l'eau. Cet événement est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Son objectif est de proposer et d'échanger sur les nouvelles approches de collaboration entre intervenants du Nord et du Sud basées sur les technologies modernes de l'information. Ces approches concernent : la mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes mieux adaptés d'accès à des services d'eau potable et d'assainissement ; l'amélioration de l'hygiène du milieu, la lutte contre les maladies liées à l'eau et l'amélioration du rôle des femmes dans la gestion de l'eau ; le développement et la diffusion de nouvelles connaissances, savoir-faire et expériences portant sur la gestion participative, la gestion de conflits, le co-management, le financement et le renforcement de capacités. Sept ateliers thématiques porteront sur les défis à relever en Afrique dans le secteur de l'eau avec des conférenciers invités venant du Canada, de l'Afrique, de l'Europe et des États-Unis d'Amérique.

Collaborer
en Afrique : Les nouvelles approches dans le secteur de l'eau,
24-25
mai, Québec, Canada - Eau-Afrique

Coordinateur : Dr.
Nlombi Kibi - Institut de l'environnement de l'Université
d'Ottawa

À

Guyane

Création du parc amazonien de Guyane

Le parc amazonien de Guyane a été créé par décret du 27 février 2007. Concernant une surface de 3 390 000 hectares, il est en particulier constitué d'un "cœur de parc" de 2 030 000 hectares de forêts primaires d'une valeur écologique exceptionnelle et concerne cinq communes où résident plus de 7 000 personnes. À l'issue de quinze ans, sa création avait été relancée

en 2002 par le Président de la République lors du Sommet de Johannesburg. Elle répond à une double responsabilité de la France : écologique mais également éthique. La forêt guyanaise, seul massif tropical amazonien de l'Union européenne, partie du plateau des Guyanes (qui s'étend du Brésil au Guyana) est en effet un haut lieu de biodiversité mais il abrite aussi des communautés d'habitants tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt. Le territoire ayant vocation à constituer "l'aire d'adhésion" sera un espace de développement durable, dont les orientations seront étudiées avec les communes et qui figureront dans la "charte du parc". Frontalier au parc des Tumucumaque (dans l'État brésilien d'Amapa), il vise aussi à renforcer la dynamique de coopération dans le domaine des aires protégées entre la Guyane et le Brésil. Ces deux parcs formeront l'une des plus vastes zones terrestres protégées du monde.

MEDD -
28-02-2007

À

À

Économie

À
top

Suez Environnement signe un partenariat stratégique et crée une joint-venture avec le groupe Al Qudra aux Emirats Arabes Unis

Suez Environnement a signé à Abou Dhabi un partenariat stratégique avec le groupe Al Qudra, en présence de Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez Environnement et Son Excellence Salah Salem Bin Omeir Al Shamsi, président-directeur général du groupe Al Qudra. Cet accord de coopération marque également la création d'une joint-venture détenue à 50/50 par les deux partenaires. La société nouvellement créée aura pour mission principale de répondre aux opportunités de développement dans les projets d'eau

et d'assainissement à venir prochainement dans la région. Elle permettra en particulier d'identifier, d'évaluer et de réaliser de nouveaux projets dans le domaine des utilities. Dans la région du Golfe, Suez Environnement, à travers sa filiale Degrémont, a développé de nombreux projets d'infrastructures en matière d'eau et d'assainissement, notamment l'usine de dessalement de Fujairah (Emirats arabes Unis), les installations de réutilisation des eaux usées de Lusail et Doha (Qatar), et plus récemment la construction de l'unité de dessalement de la centrale de co-génération de Barka II (Sultanat d'Oman).

Suez Environnement -
12-03-2007

À

Deux filiales de Suez distinguées en Chine

Deux filiales de Suez Environnement en Chine viennent d'être classées en tête d'un sondage national sur l'industrie de l'eau dans le pays. Sino-French Holdings, la filiale de Suez Environnement qui fournit de l'eau et des services d'assainissement à 13,5 millions de personnes en Chine, est arrivée au premier rang de la catégorie "Entreprises les plus réputées du secteur de l'eau". Degrémont, le spécialiste des usines de traitement de l'eau du groupe a également remporté la première place dans la catégorie "Meilleures Entreprises d'ingénierie environnementale". Le sondage a été réalisé par H2O-China, un portail d'information dédié à l'industrie de l'eau - www.h2o-china.com (NDLR. sans lien avec notre magazine H2o). Cette distinction vient clôturer une année 2006 de pleine réussite pour Sino French qui a notamment créé la toute première société d'investissement dans l'eau (Chongqing Sino French Investment Co Ltd) et remporté deux contrats de 30 ans pour la gestion de l'usine de traitement des eaux usées de Tangjiatuo, à Chongqing et la concession d'eau potable de Changshu. Degrémont a également remporté deux importants projets d'usine de production d'eau potable à Macao et à Tianjin ainsi qu'un projet de réutilisation des eaux résiduaires industrielles à Wuhan, sa plus importante référence dans le secteur de l'acier. À travers sa filiale Sino French Holdings, Suez Environnement gère aujourd'hui en Chine 21 joint-ventures et Degrémont a construit plus de 165 usines dans le pays.

Suez Environnement -
27-02-2007

À

H2O Innovation annonce la signature de deux nouveaux contrats aux États-Unis d'une valeur de 1,8 million de dollars canadiens

H2O Innovation (2000) inc. a remporté, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Membrane Systems inc. (MSI) deux nouveaux contrats portant sur l'installation de systèmes d'eau potable, en Californie et en Floride. Le montant total des deux contrats s'élève à 1,8 million de dollars canadiens (1,18 millions d'euros). En Californie, c'est le Centre correctionnel et de réadaptation de Tracy qui a confié à MSI l'installation de son système de production d'eau potable. Ce système sera intégralement conçu et fabriqué par la filiale de H2O Innovation qui supervisera également l'installation et la mise en marche des unités de traitement. La capacité de production sera de 3 030 m³ par jour. En Floride, c'est la municipalité de Wellington a choisi MSI pour modifier son système de production d'eau potable existant, en raison de son offre très compétitive et de sa réputation dans le secteur. Ce système d'osmose inverse alimentera la municipalité de 55 000 résidents et aura une capacité de traitement de 6 813 m³ par jour.

H2O Innovation -
22-02-2007

À

H2O Innovation, première société nord américaine admise sur Alternext d'Euronext Paris

H2O Innovation (2000) inc., société canadienne déjà cotée sur la Bourse de croissance TSX inc., au Canada a été admise sur Alternext d'EuronextTM Paris depuis le 25 janvier 2007. Créée en 2000, H2O Innovation est spécialisée dans les produits pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées. La société développe notamment des systèmes de filtration membranaire ainsi que des procédés de traitements biologiques et physiques alternatifs respectueux de l'environnement. Dirigé par Guy Goulet et Frédéric Dugre, président et vice président exécutif, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires pro forma consolidé de 12 403 millions de dollars canadiens au cours du dernier exercice, clos le 30 juin 2006. Ce chiffre d'affaires inclut celui de Membrane Systems Corporation (MSC), société californienne acquise en octobre 2006, spécialisée dans le dessalement d'eau de mer et dans la filtration membranaire à grands débits.

H2O Innovation

À